

IMMIGRATION

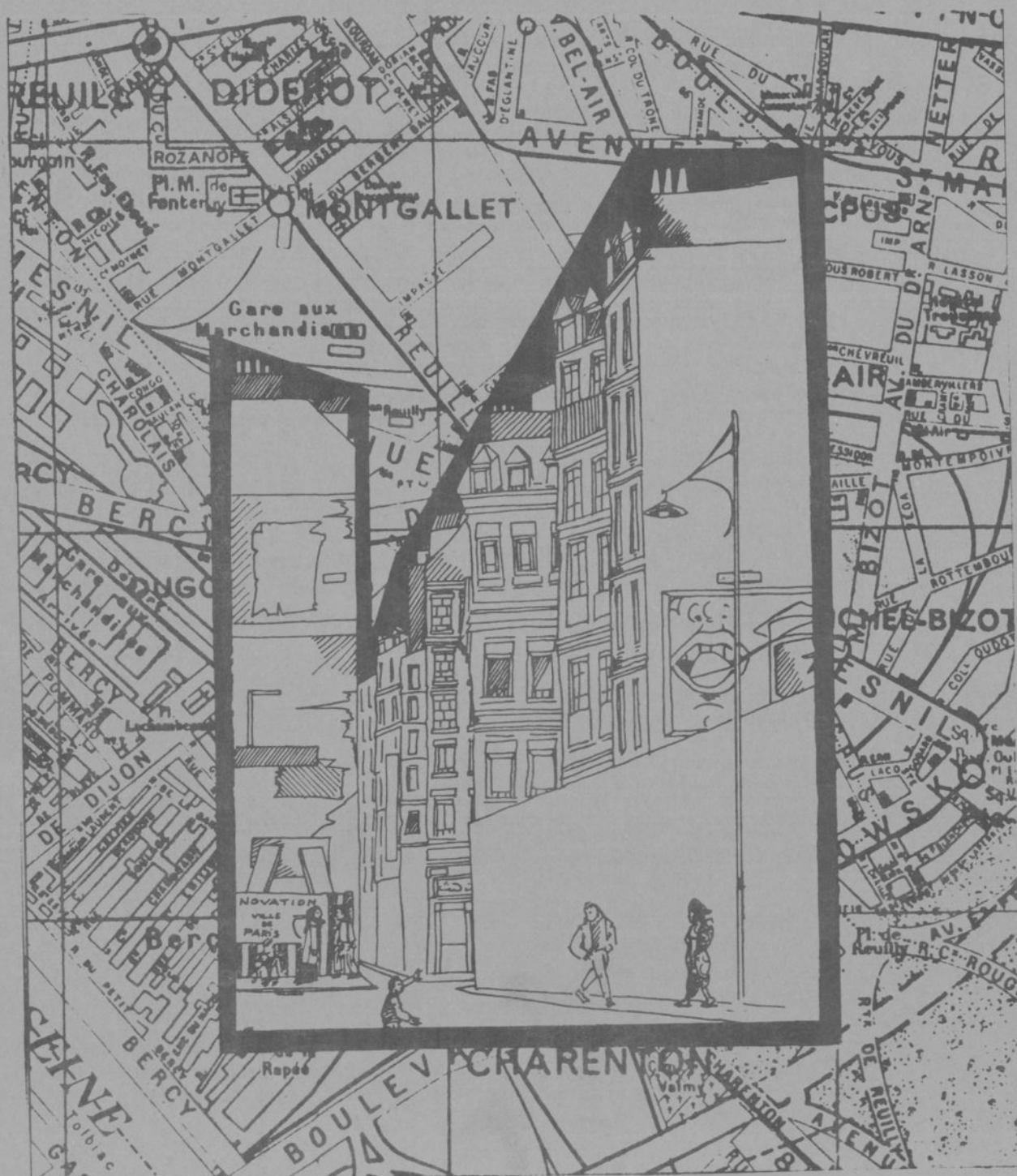
N° 10

Décembre 1989

GRAFFITI

Publication interne

Accueil et Promotion — 51 bis rue Piat — 75020 — Paris —



SOMMAIRE

PRECARITES

- * RMI : Remue-Méninges Indispensable p. 4
Pour en savoir plus sur le I de RMI

QUARTIERS

- * Le cadavre du quartier peut-il encore bouger ? p. 10
Que sont les quartiers devenus...
- * Fenêtre sur cour p. 11
Charonne et les problèmes de relogement
- * Dernière minute : le cadavre respire encore p. 15
Un service d'accueil-orientation dans le XII^e
- * Marée haute à Bondy-Plage p. 22
Les activités du centre social de Bondy
- * L'envol alpha p. 25
Une expérience qui nous ressemble ... au Québec !!!

MANIÈRES D'APPRENDRE

- * D'une dichotomie analphabètes-illettrés à une typologie des non-lecteurs p. 31
Des évidences qui n'en sont pas : petit bestiaire
- * Babylone. A la recherche des rapports perdus... p.32
Compte-rendu d'une revue qui parle de ce que certains préféreraient taire
- * Billet : être ou ne pas être... français p. 35
Comment on devient français ? Qui l'est ?
- * A.G Flashs p. 36
L'avis de bénévoles sur une hypothétique ouverture de nos activités à des français
- * Bébé bouquine, les autres aussi p. 38
Sensibiliser les tous-petits aux livres
- * Du côté de Villiers-Le-Bel p. 41
Un stage de préparation à l'emploi
- * Voyage au centre de l'alpha p. 44
Une bénévole raconte son passage à Accueil
- * Pas de quartier pour l'évaluation p. 49
Une expérience originale d'évaluation à Villeneuve-La-Garenne

DIVAGATIONS

- * Le mur murmurant se fait Stentor p. 54
La chute du Mur rend Eric lyrique...

Ont participé à ce numéro : Isabelle Nony , Jean Thévenot , Anne-Pierre de Haldat , Agnès Abounnaïm , Edith Moyart , Gisèle Lasfargue , Eliane Bruchet , Marie-Odile Mougin , Guillaume Douault , Claire Wery , Jean-Pierre Nègre , Gwenola Le Berri-gaud , Eric Delseau , Gilles Hanus.

Prelude Pour Une AG

Bénéficiaires du 5146
pour 10 000 habitants
(au 5 mai 1989)

Nos objectifs statutaires se résument en quelques idées-forces : lutter contre l'analphabétisme et l'illettrisme, défendre l'égalité des droits entre Français et Immigrés.

Vaste et beau programme s'il en est.
Mais comment le concrétiser ?

Analphabétisme et illettrisme : le débat n'est sûrement pas un simple débat terminologique entre deux concepts. Car somme toute ces deux termes recouvrent, à des nuances près, une réalité essentielle et commune : l'exclusion sociale.

Le problème de l'analphabète en effet, n'est pas tant de ne pas savoir lire et écrire que de ne pas avoir les moyens d'une réelle participation sociale. Et cette situation, il la partage avec l'illettré français.

Dès lors n'y aurait-il pas contradiction entre nos objectifs et des actions menées pour une "catégorie" de population, à savoir les immigrés ? Et le dénominateur commun de nos actions ne devrait-il pas être davantage l'exclusion sociale que l'origine ethnique ? Une telle interrogation rejoint par ailleurs le débat sur la citoyenneté et la nationalité que nous avons ouvert depuis peu dans l'association.

Pour le moment, il ne s'agit sans doute pas de trancher par un oui ou par un non massif en faveur d'une ouverture de nos actions aux français. L'urgence est par contre à un échange de points de vue sur cette question.

Quelles raisons aurions-nous, étant donnés nos objectifs, de nous adresser également à des français ?

Cela aurait-il du sens pour l'une ou l'autre des actions ou pour toutes ?

Si la réponse était affirmative, quelles transformations dans nos manières de faire cette option exigerait-elle ?

Ce débat, le n° de Graffiti que voici, cherche à l'introduire en filigrane à travers des articles qui touchent au contexte social, à certaines de nos actions ainsi qu'à des actions menées par d'autres associations en France ... ou au Québec.

C'est à l'A.G du 16 décembre prochain que nous en discuterons ensemble. C'est dire qu'une fois n'est pas coutume : ne gardez pas précieusement sous le coude ce numéro de Graffiti pour les beaux jours .

Jean, Geneviève, Pierre et Patrick
(alias le Bureau)

P.S : Et ce n'est pas tout : sous huitaine vous recevrez le rapport moral et financier préparatoire à l'A.G.
Très bonnes lectures !

Remue-Meninges Indispensable

Le 19 octobre dernier se tenait au CEDIAS-Musée social une conférence-débat sur le Revenu Minimum d'Insertion (RMI) et ses perspectives. Désireux d'en savoir un peu plus quant au I de RMI, nous nous y sommes rendus. Sur le podium deux spécialistes de la question qui commencèrent par présenter leurs bouquins respectifs. Résumé et citations (première partie)...

La parole est d'abord donnée à Amédée Thévenet dont le livre : RMI. Théorie et pratique (le Centurion. Coll. travail social 1989) est une recension des évolutions de la loi avant qu'elle n'ait été définitivement arrêtée. Sa présentation commence par un lapsus sympathique:

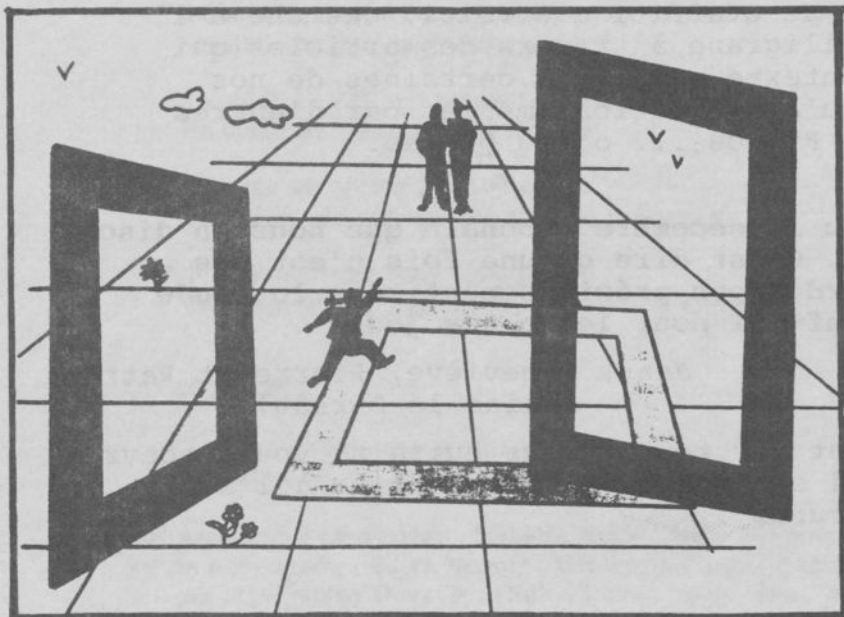
"Voilà pourquoi je n'aime pas cette loi... euh... pourquoi j'aime bien cette loi... (rires)... Analysez comme vous voulez

je n'ai peut-être pas tort. Au fur et à mesure de ma carrière, j'ai commencé il y a 31 ans comme contrôleur des droits d'aide sociale et j'allais voir des gens à domicile. (...). J'étais un peu affolé de voir des gens qui étaient dans le besoin et qui ne rentraient pas dans les catégories juridiques, dans les catégories somatiques ou familiales qui leur permettent d'avoir une allocation. On allait voir un aveugle

qui n'était pas tout à fait aveugle mais qui était incapable de s'insérer dans le tissu social, ou quelqu'un qui n'était pas tout à fait paresseux, mais un peu quand même, et puis un peu ceci, un peu cela et qu'on finissait par envoyer vers des centres d'hébergement quand ce n'était pas vers l'hôpital psychiatrique ou la prison.

Un minimum, des minimas

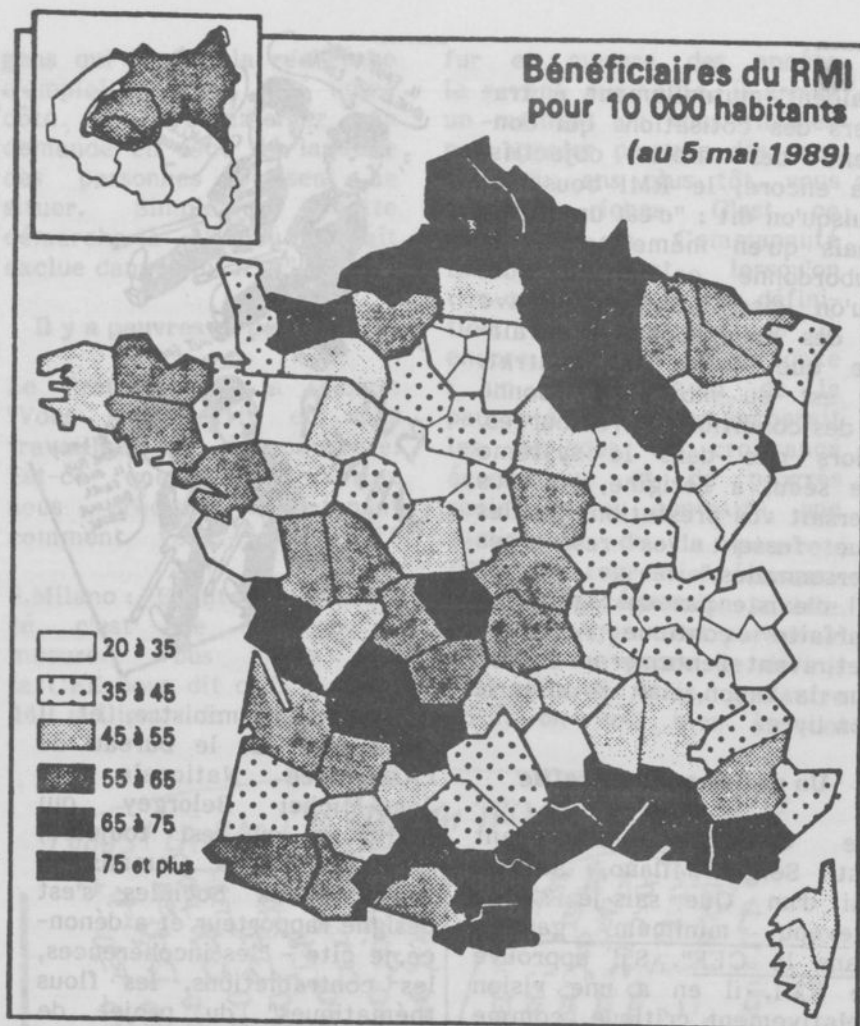
(...) C'est à partir de là que je me suis dit qu'en France, on avait des minimas garantis et même plus d'un ! Quand on disait qu'on n'avait pas de minimum garanti, Milano (voir la suite du texte) démontrait brillamment qu'on en avait en fait environ 13 et en tout cas une bonne dizaine. On est le dernier pays semble-t-il à avoir officiellement un minimum garanti mais dans les faits on en avait déjà une dizaine par catégories: pour les personnes âgées, pour les handicapés, etc... Quant au SMIC lui, il n'existe pas dans un certain nombre de pays, notamment en RFA, ai-je entendu dire. (...) Et si vous ne rentrez pas dans une de ces catégories, c'est



comme si vous preniez le métro sans être dans un wagon, vous êtes entre les tampons ou je ne sais où, mais il y a des chances pour que vous n'arriviez pas, ou que vous arriviez en mauvais état. Donc, le RMI, lui, a pris tout le monde à rebours en disant : ou bien vous aviez 2 000 F à l'époque et je ne vous donne rien, ou bien vous n'avez rien et je vous donne 2 000 F, ou bien encore vous avez un petit quelque chose et je donne la différence entre ce petit quelque chose et 2 000 F. Ça, c'est le principe du RMI.

A partir de cela le RMI pose un certain nombre de questions et c'est justement à cause de cela que je trouve que c'est une loi diabolique, parce qu'elle prend un peu tout le monde à contre-pied. Elle prend à contre-pied les systèmes de protection, les Caisses d'Allocations Familiales qui n'ont pas l'habitude de ça... Elles instruisent le dossier... Les élus locaux eux aussi sont pris de court. Quand on leur dit "Vous allez mettre en place l'insertion", certains sont surpris. Et ce contrat d'insertion, est-ce une possibilité offerte en plus des allocations, ou est-ce un marchandage du type "si vous ne travaillez pas, vous n'aurez rien". On peut faire l'analyse comme on voudra.

J'étais tout à l'heure avec des élus qui me disaient : "Enfin, on en a marre de tous ces paresseux, s'ils ne signent pas de contrat, on leur supprimera l'allocation". Mais je me trouvais jeudi à Lille avec des travailleurs sociaux de la faculté catholique qui me disaient : Il y a certains coins de l'agglomération (Lille-Roubaix-Tourcoing) où on donne l'allocation mais on sait très bien que les possibilités d'insertion n'existent pas. Donc on maintiendra l'allocation pour que les gens ne crèvent pas de faim, notamment les femmes seules en fin d'API (Allocation Parent Isolé)". Ils ont découvert à cette occasion des



Source : délégation interministérielle au RMI.

La carte des bénéficiaires du RMI correspond très étroitement avec celles des régions de fort chômage : l'ensemble des départements du Nord, tout le pourtour du bassin méditerranéen, ainsi que des départements isolés (Charente-Maritime, Seine-Maritime, Aube...) qui connaissent des taux de chômage de plus de 12,5 % (la moyenne nationale est de 10 %) sont ceux où l'on compte plus de 75 bénéficiaires du RMI pour 10 000 habitants (moyenne nationale : 57).

quartiers où vivaient 32 % de femmes seules avec des enfants. Moi j'en suis tombé... sur les talons".

Des possibilités d'insertion différentes suivant les régions.

"Donc, le mécanisme vous le connaissez, l'insertion c'est le gros problème. Lundi j'étais dans la Drôme, où ça se passe autrement parce qu'il y a un service social bien implanté ; il y a par ailleurs le tourisme, les vendanges, la cueillette des fruits, la restauration des châteaux. Donc, l'insertion dans un département multi-

activités devrait pouvoir fonctionner. Mais dans le Nord, quand une mine ferme, il n'y a plus rien à côté".

Suit un petit développement sur la philosophie du RMI et un rappel historique concernant l'émergence des lois d'aide sociale et la multitude d'institutions que ces lois ont fait naître.

"Une multitude d'institutions fonctionnant verticalement sur des logiques différentes. En gros il y a deux logiques: celle de l'assistance où la collectivité aide l'individu qui a des droits subjectifs et celle de la sécurité sociale, selon laquelle les individus

s'aident mutuellement à travers des cotisations qui donnent des droits objectifs. Là encore, le RMI bouscule, puisqu'on dit : "c'est un droit", mais qu'en même temps on subordonne ce droit, quoi qu'on dise ou qu'on écrive à des conditions, ne serait-ce que celles du contrat. Il est au moins subordonné à des conditions de ressources, alors que dans le système de sécu, à l'origine, on vous versait vos prestations quelles que fussent vos ressources personnelles."

"Il n'existe pas de législation parfaite" continue A.Thévenet, avant d'entamer un exposé sur la façon dont il a écrit son livre.

Un projet qu'on se refile

Le deuxième intervenant est Serge Milano, auteur, lui d'un Que sais-je ? "Le Revenu minimum garanti dans la CEE". S'il approuve le RMI, il en a une vision relativement critique, comme on verra :

"Ce que je souhaite faire, c'est vous livrer en vrac quelques réflexions. Premier faisceau de remarques qui sont autant de paradoxes :

- La loi sur le RMI est due au gouvernement Rocard. Avant la campagne électorale de 88, Rocard était le seul à revendiquer le revenu minimum garanti. Mais le RMI qu'il décrivait dans ses discours n'a pas grand chose à voir avec celui qui a été mis en place. Il était très décentralisateur alors que celui-ci est très centralisateur. Première observation, premier paradoxe : il était prophète du RMI mais ce n'est pas celui qu'il nous avait annoncé qui se met en place.

- Deuxième paradoxe : Claude Evin est ministre de la Solidarité mais ce n'est pas lui qui est responsable de cette loi. Au fond, son rôle a été dans un premier temps, celui du facteur : il a pris un projet de loi qui était ficelé depuis fin mai, c'est à dire avant



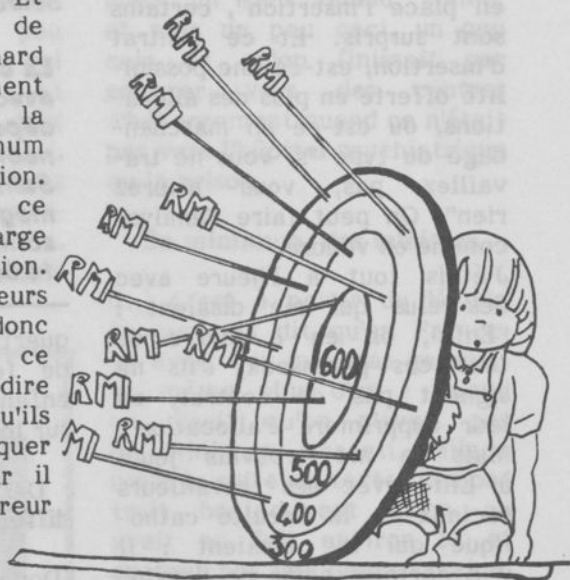
qu'il ne soit ministre, et il l'a déposé sur le bureau de l'Assemblée Nationale. et Jean-Michel Belorgey qui était, et qui est toujours, président de la Commission des Affaires Sociales s'est désigné rapporteur et a dénoncé, je cite - "les incohérences, les contradictions, les flous thématiques" du projet de loi qui lui était soumis. Et puis, troisième acteur de ce RMI, Bertrand Fragonard qui n'a jamais été vraiment favorable à ce qu'on lie la prestation de revenu minimum à une démarche d'insertion. Le paradoxe veut que ce soit lui qui ait en charge de mettre en place l'insertion. (...) Les principaux acteurs de cette loi semblent donc quelque peu étrangers à ce qui se passe, et j'allais dire tant mieux pour eux, qu'ils n'aient pas à revendiquer haut et fort ce RMI car il me semble être une erreur de politique sociale".

Une insertion qui se trompe de cible

"D'abord une erreur de prévision. On avait prévu quelque chose comme 570 000 bénéficiaires alors qu'on sait qu'on en aura de 300 à 350 000. Enfin, ce n'est pas trop grave, parce que savoir combien on pouvait en escompter n'avait d'intérêt qu'avant, quand il s'agissait de chiffrer

le coût de la mesure. Ce qui est plus intéressant, c'est l'erreur sur la structure de la population bénéficiaire. On avait pensé que ce serait essentiellement des familles et que ces familles seraient des familles du Quart-Monde. Plus précisément que les gens qui demanderaient le RMI seraient des gens à la personnalité déstructurée auxquels il faudrait permettre dans un premier temps de réintégrer les comportements les plus élémentaires, et que l'insertion serait donc surtout de l'insertion sociale.

En fait les gens qui sont venus, pour 80 % ne sont pas des familles : personnes seules, avec 1 enfant ou couple sans enfant... Ils représentent les trous de la protection sociale. Ce qui veut dire que le RMI est parfaitement adapté à son objet en tant que prestation monétaire. La contradiction vient de ce que l'insertion a été pensée, elle, non pas par référence à cette catégorie juridique,



mais par référence à une catégorie sociologique peut-être un peu mythique : le Quart-Monde. Et qu'il n'y a pas de correspondance entre les deux. Ce qui veut dire que les associations du secteur sanitaire et social, qui ont la charge de l'insertion, voient venir à elles des populations qu'elles ne

sont pas en mesure de "traiter". on se dit maintenant que 100 à 150 000 bénéficiaires du RMI devraient être pris en charge par l'ANPE, l'UNEDIC, les ASSEDIC,... parce qu'ils posent d'abord des problèmes d'insertion professionnelle et pas des problèmes d'insertion sociale. On peut ajouter que la population qui est venue demander le RMI est plus jeune que celle qu'on attendait, et bien d'autres choses. Je crois que l'erreur de prévision est parfaite, qu'elle est vraiment complète et qu'en ce sens elle est dramatique parce qu'il y a cette incohérence interne : la prestation atteint son but mais l'insertion s'est purement et simplement trompée d'objectif.

- Troisième série de paradoxes, c'est que j'ai l'impression que le RMI pourra toujours être affiché comme un grand succès de politique sociale, puisque, sur les 300.000 bénéficiaires, on sait qu'il y en a 40 ou 50.000 pour lesquels on ne peut espérer aucune insertion, 100 à 120.000 qui pourront se débrouiller par eux-mêmes puisque leur problème est d'ordre professionnel. Sur les 100.000 qui restent, si on a un taux de succès de 40 %, c'est-à-dire si on parvient à trouver un emploi ou une formation, on peut afficher un succès. Avec seulement 40.000 personnes qui seront placées mais qui seront placées dans quelles conditions ?

C'est le quatrième paradoxe: Il y a deux façons d'envisager l'insertion professionnelle des gens. la première, c'est de dire, je passe un coup de téléphone à un directeur d'hôpital que je connais et je lui demande de prendre la personne qui vient me demander le RMI. Ce qui est bien dans certains cas, mais ça ne permet pas d'aller au delà d'une dizaine de milliers de personnes sur toute la France. Et puis la deuxième façon c'est de structurer et d'organiser l'offre des

gens qui sont à la recherche d'emploi et puis d'un autre côté de faire émerger une demande en face de laquelle ces personnes puissent se situer. Simplement cette démarche-là elle me paraît exclue dans la loi RMI".

Il y a pauvres et pauvres...

Le Président de la séance: "Vous avez écrit et vous travaillez sur la pauvreté. Est-ce que vous pourriez nous préciser maintenant comment vous la voyez"?

S.Milano: "Ecoutez, la pauvreté, c'est une question de mesure. Vous savez que la CEE nous dit qu'il y aurait 44 millions de pauvres en

fur et mesure des années le revenu augmente, il arrive un moment où vous finissez par appeler pauvres des gens que, dix ans plus tôt, vous appeliez riches. C'est ce que fait la Communauté Européenne, et, lorsqu'on tire un peu plus loin sa définition, on s'aperçoit que là encore, il y a un paradoxe : un accroissement de la pauvreté accompagnerait les périodes de croissance économique et de progrès social, et au contraire, une diminution de la pauvreté celles de régression économique et de régression sociale. Je trouve que c'est paradoxal d'utiliser ce genre de définition relative. Mais, de l'autre côté, on voit bien à quoi



Europe, et présente donc les pauvres comme le 13ème Etat de la Communauté, en précisant que la pauvreté s'est accrue depuis une dizaine d'années. C'est un chiffre que j'entends et que je vois reprendre partout, et qui, je crois, est vraiment absurde. Il ne faut pas dire et il ne faut pas laisser dire une chose pareille. Simplement parce que la définition de la pauvreté qui est retenue est une définition relative : 50 % du revenu disponible moyen par unité de consommation. Et il est évident que lorsqu'au

cela peut servir : cela justifie l'intervention de la CEE dans le domaine de la pauvreté. Ce n'est peut-être pas une raison pour alerter les populations sur l'accroissement massif des situations de pauvreté.

Si on prend une définition absolue de la pauvreté, c'est à dire si on se demande ce que représentaient 40 ou 50 % du revenu moyen il y a dix ans, et que, par exemple ça nous donne quelque chose comme 20 F par jour et par unité de consommation en France, on peut, en tenant

compte de la hausse des prix, faire des comparaisons dans le temps. Et, pour ce qui est de la France, ce qu'on verrait, c'est que globalement et quantitativement la pauvreté diminue, et non pas l'inverse.

Mais ça c'est un discours qu'en général on n'aime pas entendre. On n'aime pas dire ou entendre, surtout dans le secteur social que la pauvreté diminue. Eh bien, il faut le dire, d'abord parce que c'est vrai. Et puis il faut ajouter qu'en même temps qu'elle diminue, elle se renouvelle ; que les pauvres d'aujourd'hui ne sont pas les mêmes qu'hier, que ce ne sont plus des personnes âgées, des handicapés, mais que ce sont davantage des familles monoparentales, des chômeurs de longue durée non indemnisés.

Que, troisièmement les pauvres d'aujourd'hui sont beaucoup plus pauvres que ceux

d'hier. Simplement parce qu'une personne âgée, en 1975, si elle n'avait pas grand chose, avait quand même quelque chose, alors qu'aujourd'hui un chômeur de longue durée non indemnisé qui fait partie d'une famille, d'un ménage dans lequel il n'y a aucune ressource d'activité ou de transfert, lui n'a rien. Et il risque de ne rien avoir pour longtemps. Sauf depuis l'instauration du RMI bien entendu.

Je crois qu'avec une définition constante de la pauvreté on peut avancer l'idée que la pauvreté diminue, qu'elle se renouvelle mais qu'elle est plus intense.

Une image de la pauvreté qui stigmatise

Quand aux populations elles-mêmes, je disais à l'instant et on le voit avec le RMI en France aujourd'hui, les gens qui sont les pauvres, d'après une définition monétaire bien entendu, sont ceux qui échappent à la protection sociale. Ce qui veut dire que les pauvres qu'on voit sont très éloignés de la représentation habituelle que l'on a en France, très misérabiliste, très 1/4 mondiste de la pauvreté. Cette vision, nous sommes les seuls à l'avoir en Europe, avec l'Irlande peut-être. Mais, en général, dans les autres pays européens, on n'a pas la même vision. Ce qui veut dire aussi que lorsqu'on se dit : "Qu'est-ce qu'on fait pour eux ?", au lieu d'envisager, comme nous l'avons fait en France, des dispositifs spécifiques d'insertion (et par conséquent qui stigmatisent les bénéficiaires) on ouvre au contraire des dispositifs d'insertion de droit commun. Les bénéficiaires, dans ce cas, ne sont pas considérés comme différents du reste de la population, en tout cas pas comme différents des autres chômeurs non indemnisés.

Le président de séance :

Légal

Dès le 15 décembre j'ai fait inscrire un jeune homme de trente-six ans pour le R.M.I.

Début février 1989 il avait une réponse, bien décevante : 408 F par mois de R.M.I. Pourquoi ? Un stage de formation lui ayant « rapporté » 4 026 F sur les trois mois précédant son inscription, on considérait donc qu'il avait un « revenu mensuel » : 4 026 F : 3 = 1 342 F. Et comme il était en « sous-location » chez un ami bienveillant, mais n'avait aucun justificatif de loyer, il était également considéré « logé gratuitement ». Donc - 250 F pour « aide au logement ». Il ne restait donc que 408 F sur les 2 000 F annoncés !

J'ai consulté les textes de lois : c'est parfaitement « légal ».

M. B.
75. Retraité

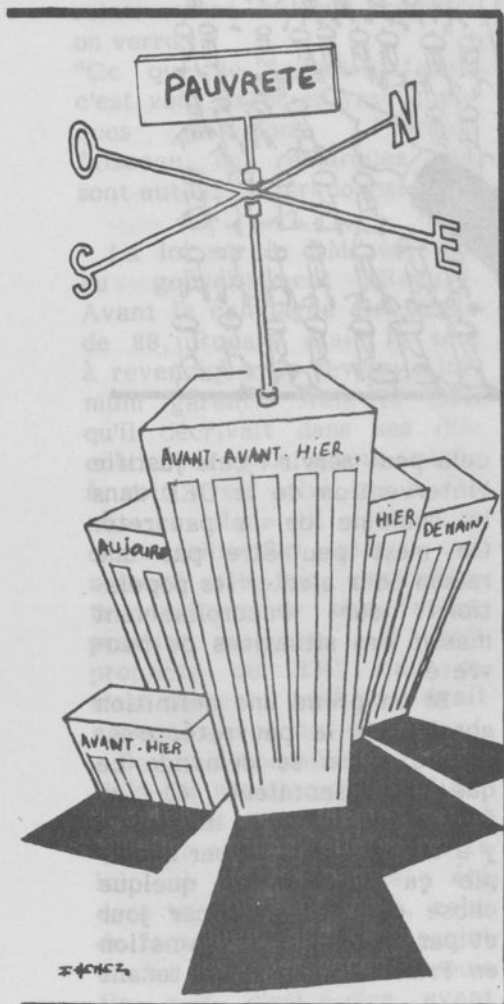
in messages - SECOURS CATHOLIQUE

"Le RMI, par rapport aux étrangers en France, est-ce qu'ils y ont droit" ?

S.Milano : "Pour ce qui est des étrangers en Europe c'est très variable. Il y a des pays comme l'Autriche où, pour qu'un étranger ait le revenu minimum, il faut qu'un traité en la matière ait été signé avec le pays d'origine. Il y a des pays, comme les Pays-Bas, où il suffit d'avoir un titre de séjour comme en France. En RFA, le revenu minimum est même la seule prestation d'aide sociale à laquelle les étrangers ont droit. Mais il est dit par ailleurs que, si on peut prouver qu'ils vivent régulièrement de ce revenu minimal, on peut les expulser. Ceci dit, la constitution de la RFA dit aussi qu'on ne peut pas expulser les étrangers si cela porte atteinte, ou menace leur communauté domestique (leur famille).

Voilà trois exemples. La situation est très différente selon les pays".

A.Thévenet : "Oui, on dit que les étrangers y ont droit dès lors qu'ils sont en situation régulière. La question qu'on se pose c'est de se demander si le RMI est exportable : si un titulaire du RMI ressortissant de la CEE et qui regagnerait son pays d'origine conserve ou non ce droit. C'est là-dessus qu'il y aura des débats qui ne relèveront



pas du droit français mais de la Cour Européenne...

"Par rapport à M. Milano, si vous voulez, on ne se place pas au même niveau. Lui, c'est l'un des spécialistes des problèmes de pauvreté, qui se place sur le plan conceptuel. Il a écrit un livre

: La pauvreté absolue. Je ne connais pas d'autre ouvrage qui étudie ce phénomène aussi profondément... A partir de là, il tire une analyse tout à fait pertinente.

Moi, je ne me place pas à ce niveau, je suis pas économiste, je me place au niveau le plus concret. J'entends dire, dans la Drôme encore une fois, qu'il y a 35 % des demandeurs du RMI que nous travailleurs sociaux, nous ne connaissons pas, je trouve que ça pose des problèmes redoutables. Dans certains départements il y a 52 % des demandeurs qui étaient inconnus des services sociaux. Quand je vous disais qu'elle était diabolique, la loi !!! Ca pose des questions sur le fonctionnement de notre système, et notamment sur celui du travail social, de son efficacité et de l'endroit où il va puiser sa clientèle.

A propos des associations: "Une association comme ATD Quart-Monde qui levait l'étendard de la révolte auprès des gouvernements successifs, en disant : "c'est scandaleux, il y a deux millions et demi de pauvres". Ce qui est scandaleux c'est de dire qu'il y en a 2,5 millions, ça Milano le démontre. Enfin Wrezynsky, avec son grand cœur se laissait emporter, mais à partir du moment où on fait passer dans la loi que les associations pourront instruire les dossiers, et plus seulement, les centres d'action communaux ou les services sociaux de circonscription, ça place les associations caritatives dans une situation délicate. Parce qu'à partir du moment où elles acceptent

d'instruire les dossiers, elles ne peuvent plus démontrer la pauvreté avec la même vigueur, parce que les pouvoirs publics peuvent leur dire : "écoutez, vous dites qu'il y a des pauvres, occupez-vous-en puisqu'on vous a donné les moyens de le faire".

Elles passent de l'état de dénonciation prophétique à l'état de sociologues de l'action sociale".

Pour les associations un questionnement nouveau

Un professeur de psychologie sociale à l'université de Lille intervient : "Sur ce sujet, je crois que la loi a aussi des conséquences diaboliques pour le monde associatif, dans la mesure où elle amène, je crois, le social du côté de l'emploi. On attendait l'insertion sociale et on découvre le besoin d'insertion professionnelle. Et de ce point de vue, aussi bien les associations que les travailleurs sociaux sont relativement démunis quant aux réponses à apporter. Parce que ces réponses étaient attendues jusque-là des institutions sociales, de type ASSEDIC, ANPE, etc... Des réponses en terme d'emploi ont commencé à émerger dans le milieu des éducateurs lorsqu'ils ont été effectivement confrontés au problème du chômage. Un certain nombre d'associations se sont regroupées autour des éducateurs pour essayer de répondre à la question :

Comment donner un emploi à des gens qui n'ont aucune qualification professionnelle, et dont une grande partie est illettrée ? Je crois que d'une façon assez massive, le RMI, de ce point de vue, provoque le milieu associatif à l'invention de nouvelles réponses dans le secteur social dont on n'a ni l'habitude, ni l'entraînement et qui, là encore ont été très largement sous-estimées au moment de la mise en place de ce système.

Je me souviens avoir un peu tiré la sonnette d'alarme sur ce thème :

"Et les travailleurs sociaux, qu'est ce qu'ils deviennent là-dedans ?".

Et la réponse de Belorgey était : "Ben on leur donne les moyens de travailler, de quoi pourraient-ils se plaindre..."

"Je trouve quant à moi que, contrairement à pas mal de réflexions qu'on a entendues, que cette affaire de RMI tombe assez bien. Elle est critiquable certainement, parce qu'en termes de logique institutionnelle, elle pose un tas de problèmes, et je crois que c'est à ce type de problèmes que vous attribuez son origine diabolique. Mais si on regarde dans d'autres termes, en terme, par exemple de psychologie sociale on se rend compte, d'après les expérimentations qui ont été faites en France et ailleurs, que le contrat est une affaire rentable aussi bien du point de vue du client que du point de vue de la société... On a fait comme ça plusieurs expériences aux Etats-Unis, au Québec, en France, au Danemark qui démontrent que le contrat a une réelle efficacité pour le progrès de l'individu. En France, notre équipe de recherche a également montré une chose, sur des effectifs limités mais réels : cette insertion n'est pas seulement un progrès de développement ou de capacités psycho-sociales des individus, mais se traduit également par des emplois réels. Elle entraîne aussi les travailleurs sociaux à transformer un peu leurs pratiques. Alors, si c'est ça que ça veut dire quand on dit que la loi est diabolique, je trouve que ce n'est pas plus mal. Ca donne un peu d'air..."

A suivre...

Gilles

LE CADAVRE DU QUARTIER PEUT IL ENCORE BOUGER?



*Que sont les quartiers devenus
que j'avais de si près connus
et tant aimés...*

*...Je crois le temps les a ôtés,
la ville est morte.*

*C'est le passé que vent empor-
te*

*et fait le vide devant ma porte.
(librement adapté de RUTE-
BEUF XIII°).*

De même que la solidarité villageoise s'est atrophiée à mesure que se constituait l'Etat-Nation-Providence, ainsi les quartiers de Paris ont commencé leur lente agonie.

Lorsque le Baron Hausmann a dessiné les axes d'une ville-capitale propre et calme. C'est de ces années 1850 que date, en effet, cette spécialisation entre les beaux quartiers et les quartiers mal famés. C'est à cette date que commence l'exil des ouvriers vers les banlieues.

Plus d'un siècle plus tard que voit-on ? Les petites entreprises installées dans les quartiers périphériques disparaissent une à une et ne sont pas remplacées. Ne demeurent que des ateliers de confection plus ou moins clandestins employant une population immigrée qui accepte encore les habitats vétustes et précaires. Ces habitats vétustes sont en voie de disparition tant à Belleville qu'à la Goutte d'Or, derniers bastions sans doute de cette vie de quartier qui rejoint de plus en plus la mythologie.

Qui habite aujourd'hui dans le quartier où il travaille ? Une minorité. Le quartier, perdant son autonomie économique s'étirole. De l'autre côté, traversez le triangle Bourse-Madeleine-Trinité un dimanche et vous jurerez une ville fantôme.

La vie serait-elle dans les banlieues ? C'est oublier qu'elle ne naît pas spontanément d'une agglomération d'immeubles et de l'ouverture d'une station de R.E.R. Les urbanistes optimistes donnent 25 ans (une génération) pour qu'une ville nouvelle s'humanise.



Mais alors sommes-nous des dinosaures quand nous parlons d'actions de quartier ? Devons-nous avoir mauvaise conscience quand nous faisons un cours d'alpha et pas d'autre action de quartier ? Vaste débat.

Soient deux cours d'alpha - Un dispensé par la ville de Paris ou une structure publique, l'autre par une association (de quartier ?). Comment les distinguer ? Par le public d'abord, par le contenu ensuite.

Les gens qui assistent à

nos cours (et l'enquête de 1988 l'a prouvé) habitent ou travaillent majoritairement dans le quartier. C'est à leur demande de formation que nous tentons de répondre. C'est parce qu'ils habitent le quartier que nous démarrons un niveau FLE là où, traditionnellement on n'accueillait que des analphabètes.

Le contenu - le présent du subjonctif ou l'accord du participe passé - peuvent être évoqués de la même manière à Ménilmontant et à Saint Michel. En revanche, si l'on veut travailler sur le repérage du métro, de la poste, si l'on veut identifier le nom des rues, le travail des stagiaires, l'endroit où ils habitent..., alors le quartier, sa spécificité géographique, sa configuration socio-culturelle, deviennent sujet et objet du cours.

Alors l'alpha demeure une action de quartier, alliant les exigences de la formation et l'ouverture sur le quotidien des participants.

Isabelle



FENETRE

SUR

COUR

Accueil et Promotion gère depuis plus de 20 ans le foyer de Charonne, anciennement implanté au 60 rue de Charonne dans le 11^{ème} et reconstruit en 1984 au 61 de cette même rue.

Dans cet établissement où logent 162 ressortissants de l'Afrique de l'Ouest, nous essayons de développer autre chose qu'une simple structure d'hébergement, type SONACOTRA.

Nous avons pris le pari de la cogestion avec les résidents eux-mêmes, pour quelque question que ce soit. Pari difficile à tenir pour un foyer qui nécessite une gestion serrée afin d'éviter le déficit économique des autres foyers et qui implique la prise en compte des difficultés rencontrées par les résidents dans notre société et l'expression spécifique de leurs besoins et désirs.

Dans le foyer une structure de gestion originale a été mise en place, mettant sur un pied d'égalité l'association et les résidents eux-mêmes. Le principe de base étant que toute décision concernant les loyers et le fonctionnement du foyer soit prise en Assemblée Générale des résidents. Deux partenaires ont alors à leur charge de faire appliquer ces décisions : le gérant, et le comité de maison.

Une représentation des résidents

Le gérant, salarié d'Accueil et Promotion, a pour tâche principale la gestion habituelle du foyer (entretien des locaux, règlement des factures, recouvrement des loyers, élaboration des dossiers financiers, gestion du personnel etc..) et ce, en relation étroite avec les locataires.

Le comité de maison, lui, est composé de 6 membres élus par les résidents en Assemblée Générale. Il joue le rôle de porte-parole des résidents et représente ceux-ci dans les instances décisionnelles de l'Association (Conseil d'Administration). Aussi, en relation avec le gérant et l'animateur du foyer (lui aussi salarié de l'association) et parfois des membres du CA, jouet-il un rôle important en matière d'information des locataires et d'animation.

Des résidents plus sédentaires que jamais

Faire un lieu de vie de ce foyer en respectant la culture des résidents et en n'en faisant pas un ghetto dans le quartier était le projet que nous avions tous. Si pour des raisons diverses la totalité

du projet n'a pu être réalisée jusqu'en 1984, nous pensions dès cette date pouvoir repartir à zéro grâce à l'emménagement dans les locaux du 61. Or les repercussions des nouvelles lois sur l'immigration, avec la fermeture des frontières, entraînent une stabilisation de la population immigrée et renforcent celle des résidents. La difficulté d'accès à des logements autonomes (HLM ou non) n'a fait que renforcer cette stabilité, alors qu'à l'origine le foyer était conçu comme un lieu de transition.

Beaucoup de locataires "stabilisés" souhaitent, maintenant, faire venir leur famille et se loger autrement. Certains se considèrent plutôt comme clients du foyer et ne sont pas, ou plus, partie prenante de sa gestion. Par ailleurs, la politique du FAS (notre

financier) sur le logement des immigrés a évolué et s'orienté vers des logements éclatés en HLM pour ceux désirant quitter les foyers.

... quoi que...

Une réflexion s'imposait donc et nous avons constitué une commission chargée de rassembler les éléments nécessaires au CA (objectifs, besoins des locataires, contexte général de l'immigration etc...) afin de permettre à celui-ci de statuer sur le devenir du foyer. Par ailleurs et simultanément une seconde commission composée de 6 personnes (3 salariés et 3 bénévoles) mettait en place une série d'actions destinées à aider les locataires de Charonne qui le désirent à accéder à un logement à l'extérieur. Logement qui le cas échéant, doit permettre de faire venir leur famille dans le cadre d'une procédure de regroupement familial.

D'une action au cas par cas...

Ces actions se décomposent en 2 phases. La première phase consiste à recenser les personnes intéressées, à constituer leur dossier et à le traiter le plus loin possible dans le cadre des procédures d'attribution de logement qui sont offertes, à savoir les demandes de logement social, et le 1% patronal. Tous les résidents concernés ont donc été invités à aller s'inscrire une première fois auprès de la mairie du 11ème ou à réactualiser leur demande.

Parallèlement la commission est intervenue auprès des employeurs qui cotisent au 1% patronal.

Les résultats à ce jour sont encourageants. Si nous n'avons pas encore obtenu de logement, nous sommes pour le moins parvenus à faire considérer comme prioritaires la plupart des résidents demandeurs, en nous appuyant sur un décret de Mars 1986 modifiant le code de l'urbanisme. Ce décret prévoit la possibilité



d'attribuer un logement social à l'étranger qui désire faire venir sa famille.

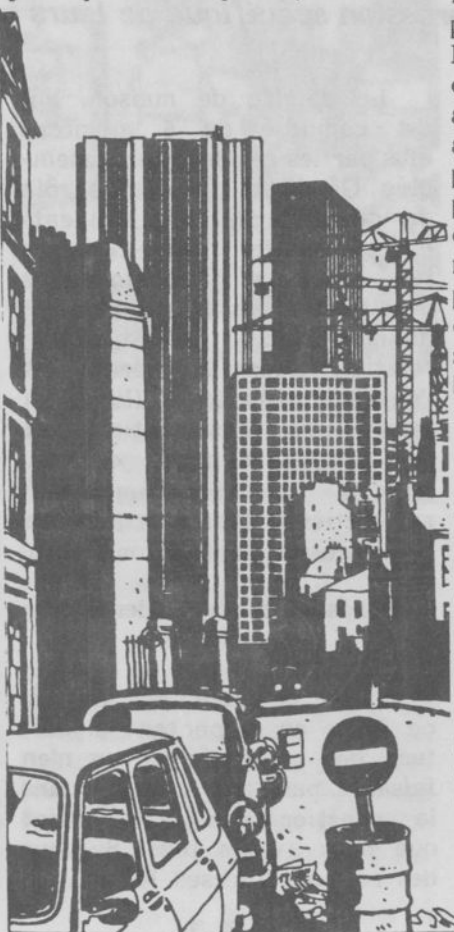
... à ... une action concertée

Toutefois il nous semble clair que le traitement des dossiers au cas par cas offre très peu de réelles solutions. En effet, l'insuffisance de logements sociaux pour cette catégorie de population, la politique des quotas, l'insuf-

fisance de ressources pour certains et les faibles possibilités offertes par le 1% patronal, nous poussent à négocier le relogement pour l'ensemble des intéressés d'une façon globale.

Cela nous amène à poser le problème aux diverses institutions concernées, d'où la 2ème phase consistant à demander des rendez-vous avec la rue Turbigo (Services du Relogement de la Ville de Paris), pour la mise en place des modalités d'application concrètes du décret de Mars 1986 et au FAS pour envisager une action conforme à la politique prônée. Dans ce cadre nous pourrions envisager de signer des conventions avec des organismes gestionnaires (Logement pour tous, Secours Catholique, etc...) nous engageant à un suivi social des familles bénéficiaires, suivi dont il faudra définir le contenu.

Reste à savoir sur quelles bases nous sommes prêts à discuter avec les organismes concernés que nous serons appelés à rencontrer dans un avenir relativement proche et c'est cet aspect des choses qui doit être débattu non seulement au sein du CA, mais aussi et surtout en Assemblée Générale des locataires de Charonne.



Jean

Quelques éléments sur le logement social :

Un constat global : le logement social ne répond plus à sa fonction première car :

- Les sociétés d'HLM ou assimilées n'offrent plus à la Préfecture de Paris le pourcentage de logements neufs réservés aux prioritaires (30 %) et la même proportion de logements anciens libérés. De ce fait peu de logements sont disponibles par rapport à la demande.

- Les critères des sociétés sont de plus en plus exigeants

- un rapport loyer/revenus de 1 à 4,
- un travail régulier à durée indéterminée,
- une caution solidaire souvent exigée même en cas de ressources suffisantes,
- une origine non européenne des candidats (critère non dit),

- Le critère financier est diversement interprété

* dans les revenus

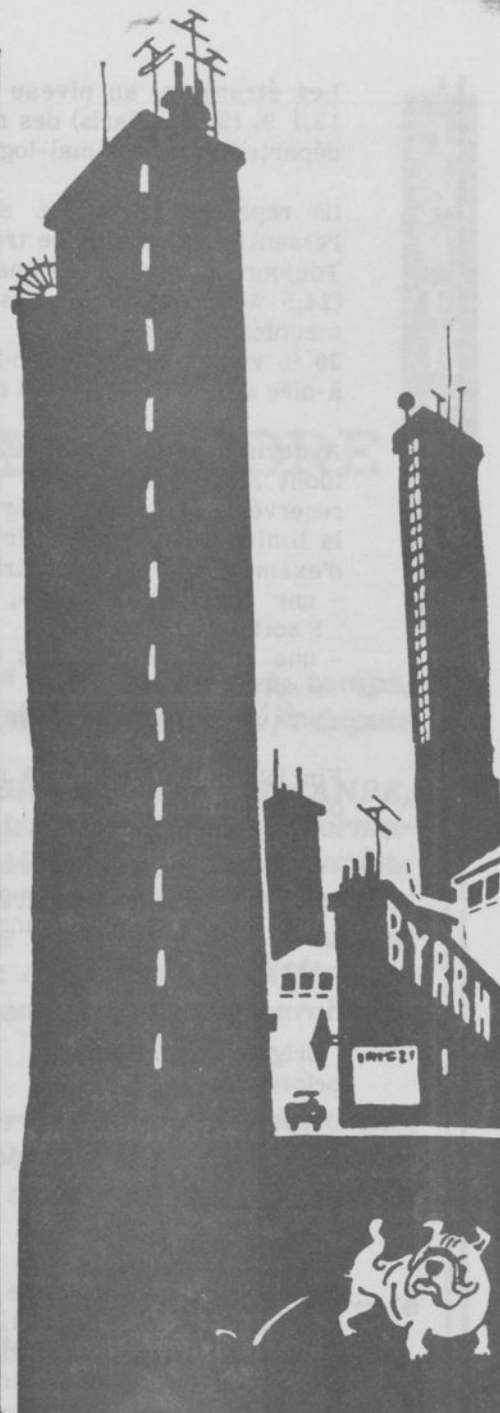
- soit le salaire net seul
- soit le salaire net avec les AF (Allocations Familiales), sans l'AL (Allocation Logement) ou APL (Allocation Personnalisée au Logement),
- soit le salaire net avec les AF et AL ou APL.

* dans les dépenses

- soit le loyer principal
- soit le loyer principal avec charges sans chauffage
- soit le loyer principal avec charges et avec chauffage

Ces "élasticités" permettent de camoufler les critères d'origine géographique ou culturelle.

Source. le Logement Social à Paris
Secours Catholique



En 1979, Chirac déclarait "J'estime qu'aujourd'hui le logement des classes moyennes doit devenir l'objectif primaire de notre action". En clair, faire de Paris une ville d'où seront exclus les plus défavorisés, les familles, les personnes âgées. Inutile de préciser que les immigrés font rarement partie des classes moyennes.

Quelques chiffres : A Paris les immigrés représentent près de 17 % de la population, regroupés dans certains arrondissements (1)

2°	3°	10°	11°	13°	18°	19°	20°
22,7	21,4	22,3	22,2	14,8	20,6	20,1	19,6

(1) avec dans certains quartiers des pointes de 35 % à la Goutte d'Or et de 29 % à Belleville et aux Quinze-vingt.

Les étrangers, au niveau de l'Ile de France, représentent dans le parc HLM 13,1 % (9 % à Paris) des ménages alors qu'ils sont 28 % des inscrits au fichier départemental des mal-logés et 43 % du fichier des prioritaires.

Ils représentent 43 % des ménages logés en meublés, hôtels ou garnis, l'essentiel de ce parc se trouvant à Paris (60%).

Toujours au niveau régional 55,1 % connaissent une situation de surpeuplement (24,5 % de l'ensemble des ménages). Cette proportion atteint 90 % pour les meublés, hôtels et garnis.

36 % vivent dans des conditions inconfortables (12 % pour les français) c'est-à-dire sans WC intérieurs ni installations sanitaires.

A Paris il existait en 1982, 7 450 lits dans les foyers de travailleurs migrants (dont 2 800 gérés par le Bureau d'Aide Sociale). Depuis 1986 ils ne sont plus réservés aux seuls immigrés (ils sont ouverts aux travailleurs français dans la limite de 50 %). Les loyers sont, en général à des prix exorbitants. A titre d'exemple au Foyer des Arbustes dans le 14ème

- une chambre de 3 lits, de 20 m² sans équipements sanitaires est à 3 300 F soit 1 100 F par lit,
- une chambre de 2 lits de 15 m² sans équipements sanitaires est à 2 420 F soit 1 210 F par lit
- une chambre individuelle de 9 m² avec lavabo 1 520F

Fin 1985 plus de 40 000 ménages étaient inscrits au fichier des prioritaires. parmi eux :

- 88,8 % disposent de moins de 4 m² par personne,
- 10,36 % sont menacés d'expulsion (hors cas de trouble de jouissance ou d'impayés)
- 0,8 % vivent dans des immeubles insalubres ou déclarés en péril.

Origine des inscrits prioritaires	% des inscrits	% des relogés
Métropole	49	79
DOM TOM	8	10
Immigrés	43	15

Monsieur Galland ancien ministre, et adjoint au maire de Paris chargé du logement à la Mairie de Paris, précise, lors d'une séance du 27/10/86 du Conseil Municipal, la politique de la Ville :

"Quant la proportion de travailleurs migrants qui, selon votre vœu, doit être plus importante dans les immeuble HLM, et bien Monsieur Hubert, permettez-moi simplement de vous dire ceci : je ne crois pas que ce soit souhaitable. Je ne le crois pas, et notre divergence est claire, nette et définitive, pour une raison simple qui est la suivante : quand on dépasse certains quotas de travailleurs migrants dans les HLM on va au devant de difficultés de gestion extrêmement grandes et d'un assombrissement de l'atmosphère qui règne dans ces ensembles... C'est pourquoi je crois qu'actuellement, en particulier à l'office, il y a une proportion de travailleurs migrants qui est déjà très importante et qu'il n'est pas souhaitable de l'augmenter... Ce n'est pas parce qu'il y a 40 % de demandes émanant de travailleurs immigrés et que nous donnons satisfaction à 5 % d'entre eux, que cela retire quoi que ce soit à ce que j'ai dit".

A chacun de méditer sur ces chiffres et ces paroles. Les brochures citées sont disponibles à la Doc.

Source Paris Commune Logement
UD CFDT 75

dernière minute:

**I
N
T
E
R
V
I
E
W**

LE CADAVRE RESPIRE ENCORE

Incontestablement le terme "Accueil-Orientation" est dans l'air du temps. Au sein de notre association un service portant ce nom fonctionne déjà depuis 1985.

Les personnes qui viennent (par le biais des travailleurs sociaux, des ANPE, du bouche à oreille, des secteurs de l'association, des organismes de formation) expriment une demande en termes de formation. La pratique amène à constater qu'un entretien approfondi avec elles permet souvent de clarifier le type de formation adéquat, mais souvent aussi de faire le point beaucoup plus globalement sur leur situation, et de mettre le doigt sur des difficultés qu'il importe de commencer à résoudre préalablement à toute démarche de formation.

Du fait de la proximité du centre de préfo, le service Accueil-Orientation de la rue Piat va probablement se spécialiser de plus en plus dans l'accueil lié à la formation, mais l'expérience a permis de cerner un réel besoin de ce type de service, décentralisé dans les quartiers.

Aussi, l'initiative a été prise récemment d'ouvrir 3 autres secteurs à cette activité dès cette rentrée (Bondy, Charonne et Laghouat).

Pour en savoir un peu plus sur ce que recouvrent ces termes d'Accueil-Orientation, nous avons choisi de rencontrer Messaouda, qui travaille depuis 81 comme coordinatrice responsable du centre social du RELAIS 59 (59 Avenue Daumesnil) à quelques centaines de mètres de la Gare de Lyon. Ce centre - dont Accueil et Promotion est partie prenante au même titre qu'une vingtaine d'autres associations - pratique un accueil-orientation réfléchi comme tel, depuis son ouverture en 1980, bien avant donc que ce terme ne devienne à la mode.

IG : Messaouda, peux-tu nous dire comment a démarré ce service d'accueil orientation?

M : Il a été créé dès l'ouverture du Relais dans son fonctionnement actuel, poly-associatif, en 80, et a été assuré conjointement par des membres des différentes associations qui y travaillaient et par des bénévoles du Relais.

Ce qui fut déterminant, c'est que sont

arrivés - outre les personnes à la recherche d'une information "simple" et ponctuelle - des tas de gens qui eux avaient déjà fait le tour du "circuit social", qui arrivaient en bout de course sans avoir trouvé de solutions et qui voulaient qu'on leur explique pourquoi.

En y regardant de plus près, on s'est aperçu que dans bien des cas, ces dossiers

n'étaient pas à jeter à la poubelle, qu'ils étaient récupérables.

Alors, en 1983, on a fait un premier point : que faire avec ces cas-là ? Une réponse possible était de leur dire "Voyez avec votre assistante sociale ; ou bien voyez tel ou tel service". Mais c'était les renvoyer au circuit sur lequel ils avaient buté sans s'en sortir ... ça ne nous paraissait pas possible.

Alors on a essayé d'analyser les raisons de ces échecs. Un premier constat s'est imposé à nous : à Paris depuis plusieurs années - et dans le 12^e en particulier il y a une réelle défaillance du service social de secteur dû en grande partie à la dépendance des assistantes sociales vis à vis des contraintes fixées par leur employeur (Ville ou DASS).

Les contraintes qu'ils fixent, vis à vis des immigrés en situation précaire notamment, font que les travailleurs sociaux ne peuvent plus s'occuper de toute une catégorie de population bien qu'en grande difficulté : ils ne peuvent plus faire appel pour ces personnes aux pouvoirs publics, ni aux structures d'accueil. Ils avaient même décidé ("choisi" ?) de ne plus écrire de lettres, de ne même plus jouer vis à vis de ces personnes le rôle minimum d'écrivain public.

Et les difficultés se retrouvent aussi dans d'autres organismes (Inspection du Travail par exemple) où on explique aux gens leur situation avec une terminologie spécialisée à laquelle ils ne comprennent pas grand chose et qu'ils ne peuvent donc pas utiliser concrètement. Ce qui amène à des mauvaises interprétations, des démarches pas faites, ou hors délais légaux. Alors en aval il nous faut rattraper un certain nombre de "bourdes".

IG : Concrètement, comment se déroule une permanence ?

M : L'accueil-orientation fonctionne tous les jours du lundi au mercredi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 19 h.

Il se déroule dans la salle centrale, au rez-de-chaussée du Relais, la salle par laquelle tout le monde passe obligatoirement.

C'est une salle de petite taille et les gens attendent leur tour autour du bureau où chacun est reçu à tour de rôle.

IG : Les gens exposent donc leur problème publiquement, en étant entendus par tous ceux qui attendent.

M : Ah oui ! C'est un choix. Ça se passe comme ça pour tout ce qui est du ressort du "droit commun" parce que c'est aussi

un moment de formation : ces questions liées au travail, au logement, à la scolarité... à la consommation... ça touche tout le monde. Mais lorsqu'il s'agit de questions plus intimes, plus personnelles, on demande à la personne si ça ne la gêne pas de s'exprimer en public. Si oui, il y a bien sûr possibilité de s'installer dans la salle derrière.

Et puis, on a souvent besoin pour élucider une situation ou faire une réclamation, de téléphoner aux administrations concernées. On le fait devant l'intéressé et les personnes en attente... Ça leur permet aussi de voir comment questionner un service sans l'agresser, sans le critiquer directement... Réussir à être ferme, à défendre ce pourquoi on intervient, sans monter le ton, cela s'apprend. C'est un travail qui est maintenant à peu près au point, mais qui a demandé un long apprentissage de notre part. Autant que les autres en profitent.

IG : Quels sont les axes qui te paraissent fondamentaux et qui pourraient caractériser votre pratique ?



M : La première chose c'est qu'on commence toujours par écouter. Il y a beaucoup de gens qui viennent, qui n'imaginent même plus que leur affaire puisse être récupérable. Ils viennent parce qu'ils ont besoin de raconter comment ils se sont fait avoir dans cette fichue vie... On écoute et après seulement on pose des questions. Le premier objectif est de comprendre ce qui s'est passé, et quels sont les processus

qui ont joué, à quel endroit la machine s'est grippée. C'est vrai que parfois un entretien prend beaucoup de temps.

Dans un second temps, on essaie d'expliquer le rôle des lois qui ne sont pas toujours justes certes, mais qui sont aussi là pour protéger, et qu'il faut bien qu'il y ait des délais... Quand le problème vient du fait que les gens ne se sont pas bougés, ou pas assez tôt, on met le doigt dessus, pour qu'ils prennent conscience de leur part de responsabilité, même si, bien sûr, ils ont toujours une bonne raison de n'avoir pas fait ce qu'il fallait en temps utile (peur de l'administration ; beaucoup d'autres problèmes en même temps...).

... Parfois aussi, on est obligé de leur mettre le nez dans leurs propres embrouilles : certains ont échafaudé des situations pas claires pour en tirer quelque avantage. A nous de leur montrer les conséquences négatives de ce qu'ils ont monté. Un exemple : le mec qui n'a jamais fait de bail à ses locataires et qui vient se renseigner pour savoir comment les faire expulser. En l'occurrence il s'agissait d'une famille de 3 enfants.

Devant ce type de demande on s'est interrogé sur le type de réponse à apporter : c'est évident qu'on a plutôt envie de les envoyer ballader ceux-là mais on a choisi de les recevoir, de leur restituer la loi sans prendre parti, tout en essayant de leur faire entendre autre chose.

Ca aussi c'est une dimension importante on essaie de ne pas porter de jugement, sauf, si vraiment ça dépasse les bornes. Un autre exemple : un locataire vient se plaindre de ses voisins africains très bruyants, sa question étant "comment faire pour les chasser de l'immeuble? J'ai fait intervenir les flics à chaque fois mais ça ne sert à rien..."

On essaie d'orienter vers une autre forme de réaction, vers la communication: "Avez-vous essayé de parler avec eux plutôt que d'envoyer les flics ?" ... Evidemment ceci dépend aussi de la personnalité de l'accueillant.

IG : Que peux-tu dire de l'évolution des permanences au fil du temps ?

M : Une caractéristique essentielle, c'est une souplesse par rapport à ce qui se passe sur le quartier. Au début, avant 83, il n'y avait presque personne le matin : les bénévoles venaient pour rien. On a réorganisé le planning en conséquence. Et après 83 il a fallu remettre en service l'accueil du matin parce qu'il y avait du monde tout

le temps et ça continue.

IG : A quoi ça tient ? Parce que vous êtes davantage connus ?

M : Oui bien sûr. Mais aussi parce que l'accueil est mieux structuré. Au départ c'était la même "prestation" du lundi matin au vendredi soir. Maintenant on fonctionne par demi-journées, à "thèmes" dominants (ex : le vendredi après-midi c'est tout ce qui tourne autour des questions de retraite, le vendredi matin ce sont les problèmes de sécu... etc...)

Ca s'est fait comme ça, grâce aux compétences amenées par les accueillants (un retraité, une ancienne salariée de la sécu...etc...) compétences qu'on a, avec leur accord, essayé d'utiliser mieux. Quand des gens arrivent, on débroussaille le cas et pour les questions spécifiques on les oriente vers le ou la "spécialiste"... Le bouche à oreille fait le reste. D'ailleurs le bouche à oreille fonctionne aussi sur d'autres critères, notamment sur la personnalité de l'accueillant. Des gens viennent voir de préférence telle ou telle personne tel jour parce que l'une de leurs connaissances a déjà eu affaire à elle et leur en a parlé positivement.

IG : Pourrais-tu lister les principaux problèmes pour lesquels les gens viennent vous voir?

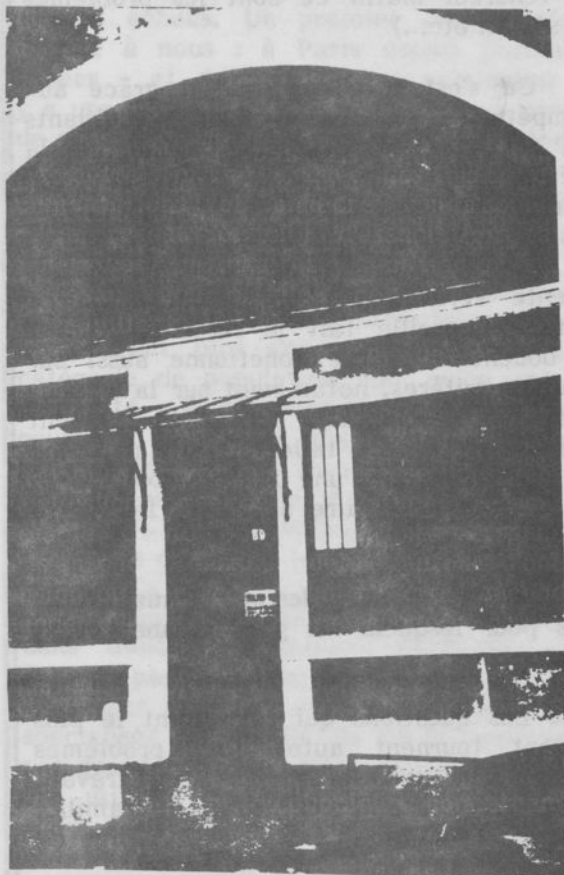
M : Les questions qui reviennent le plus souvent tournent autour des problèmes CAF, sécu, assurances, droit du travail, logement, consommation, santé, famille, divorce, enfants...

Il y a d'ailleurs quelque chose d'important à dire au sujet des activités - enfants. On s'était dit que les problèmes de garde des jeunes enfants, ça devait concerner toutes les catégories de population du quartier et qu'en proposant des activités de qualité ça pourrait les réunir ici, nous éloigner de l'image un peu ghetto de la "maison des immigrés"... Grâce à la halte-garderie et au CLSH (Centre de Loisirs Sans hébergement, qui accueille les enfants les mercredis et lors des vacances scolaires.), on a maintenant un public très mélangé à l'accueil, tant sur le plan de l'origine ethnique que des catégories socio-professionnelles.

Il se passe quelque chose d'important quand une secrétaire de direction, par exemple, à travers l'accueil, prend conscience de problèmes dont elle n'avait même pas idée... Ca permet de relativiser la gravité des problèmes de chacun. Souvent

quand arrive leur tour, ils sont là à dire "oh, à côté de ce que je viens d'entendre, ce n'est pas bien grave ce qui m'arrive".

Ce qu'il me paraît juste de dire, pour résumer, c'est que c'est la vie de la cité, du quartier qui nous a amenés là où nous sommes : ce n'est pas nous qui avons choisi. On a essayé d'être à l'écoute des demandes et d'y répondre... et on a essayé d'"institutionnaliser" des fonctionnements pour gagner du temps et être plus efficaces chaque fois que c'était nécessaire.



A cette fin, on a créé des outils de documentation (voir encadré). On s'appuie sur un réseau officiel d'associations et de services partenaires, mais aussi sur un réseau -non officiel, celui-là- d'amis qui travaillent dans ces différents services ou qui, de par leur formation, sont compétents sur tel ou tel type de question : là aussi, on utilise les compétences.

Il nous arrive aussi d'adresser des gens à un psychologue ou à un psychiatre, par exemple quand on sent qu'une personne va s'enfoncer dans un délire autour d'une pension ou d'un recours qui n'a quasi aucune chance d'aboutir... On lui suggère d'aller voir tel ou tel, qui pourra peut-être l'aider d'une autre façon, là où nous on ne peut rien. On peut aussi faciliter les démarches en prenant contact par téléphone.

I.G : Les contacts téléphoniques concernant

les intéressés, vous les prenez toujours en la présence de ceux-ci ?

M : Oui, sauf quand on a l'impression que quelque chose n'est vraiment pas clair, que la personne nous mène en bateau. D'ailleurs, par rapport à cette question d'honnêteté, on arrive en général à faire comprendre aux intéressés qu'on n'est pas une administration, que les chances qu'on va avoir de trouver une solution dépendront en grande partie de la netteté de la situation, du fait qu'ils nous mettent vraiment tous les éléments en main (que ceux-ci plaident en leur faveur ou non).

Evidemment, parfois il n'y a pas de solution, comme dans le cas de ce vieux monsieur africain venu nous demander de l'accompagner à la Préfecture pour expliquer que, lui rentrant définitivement au pays du fait de son âge, il laissait la place à son fils et voulait simplement qu'on change, tout à fait officiellement, l'identité de sa carte de séjour... C'était pourtant extrêmement simple !

I.G : La démarche des usagers du Relais est donc toujours individuelle ?

M : Presque toujours. Il y a cependant cinq ou six groupes qui sont venus, toujours pour des problèmes liés au logement. Ce sont les seuls cas où on a travaillé avec des collectifs à l'accueil. On demande même, dans ces cas-là, que la démarche soit collective, pour qu'une dynamique de groupe se crée. Nous, on se situe comme aide à l'organisation (réunion par exemple).

I.G : Et avec du recul, est-ce que vous sentez que les choses bougent chez les usagers, qu'il y a une évolution ?

M : D'abord, il faut dire que tout compte, et particulièrement le premier contact; il est capital que la personne sente qu'elle n'est pas orientée une fois pour toutes ("Ouf, encore un cas de réglé") mais qu'au contraire, elle peut repasser si elle en ressent le besoin.

L'évolution, on la sent à travers un mouvement de va et vient : on ne fait pas de démarches pour les gens, jamais. On explique, éventuellement on leur remet une lettre d'accompagnement pour faciliter la démarche. La personne l'effectue elle-même et vient nous en donner des nouvelles. S'il y a plusieurs démarches, il y a un aller et retour entre les différentes étapes. Ça permet de voir s'ils ont besoin ou non d'assistance, d'évaluer aussi leur persévérance, leur résistance à entamer le processus, ça permet de remettre les pendules à l'heure : "Vous avez mis cinq ans à vous mettre

dans cette situation, ce n'est pas en six mois que vous allez vous en sortir. Mais tant que vous ne faites pas la démarche qui vous a été indiquée, nous on ne peut rien faire non plus".

Ca nous permet de part et d'autre d'être plus réalistes : inutile d'engager les gens dans des processus longs et compliqués s'ils ne sont pas prêts à se prendre en charge. Il faut parfois plus d'un mois pour que la personne entame sa première démarche, mais quand le processus est enclenché, en général on va jusqu'au bout.

Et pendant ce temps-là, nous on se forme aussi. Pendant qu'une étape se déroule ça laisse le temps pour se documenter sur la suite, on s'y prépare.

I.G : Les usagers doivent donc s'impliquer complètement dans ce travail ?

M : Absolument. Et ce qui est très significatif, c'est qu'ils participent financièrement, sans même qu'on le demande : les photocopies sont payantes. Au moment de les régler ils font eux-mêmes le bilan : "Vous avez aussi passé deux coups de fil, enfin vous m'avez donné une enveloppe, alors, ça fait tant". Peut-être est-ce parce que derrière le bureau on a affiché le prix des communications téléphoniques, ça doit faciliter la prise de conscience. En tout cas ça matérialise le fait qu'à leurs yeux on n'est pas une administration.

Parfois même, les gens veulent nous donner cinquante francs, ou davantage. On leur dit que ce n'est pas nécessaire mais que, par contre, ils peuvent adhérer à l'association. Si cela les motive, on leur fait une carte de membre.

I.G : Et les accueillants ? Qui sont-ils ?

M : Ce sont d'une part des habitants du quartier, essentiellement des retraités, anciens militants syndicaux, et d'autre part des membres des associations du Relais 59. D'une façon générale, il y a une majorité de femmes parmi les accueillants. Par ailleurs le travail d'équipe est harmonieux, malgré les différences de générations évidentes. Ca aussi, c'est agréable.

I.G : Y a-t-il un contrat moral entre les accueillants et le Relais ?

M : Oui... en quelque sorte. Disons que ça se négocie de façon un peu informelle dès l'arrivée des accueillants, qui sont immergés dans une formation sur le tas.

Lorsqu'un nouvel accueillant arrive, Fathia, salariée à mi-temps sur la question de l'accueil, reste à ses côtés pendant une, deux ou trois semaines, ça dépend de la

rapidité avec laquelle la personne se met dans le coup. A l'issue de cette période, il y a une évaluation avec l'équipe. Parfois, on est obligé de dire à la personne que cette fonction ne lui convient pas du tout: il y a des gens qui au bout de plusieurs semaines ne savent toujours pas se servir des cahiers de liaison, d'autres qui viennent parce qu'ils "adorent parler avec les gens" et qui cherchent en fait un lieu pour parler de leurs propres problèmes.

Souvent le dénominateur commun de leurs démarches est assez flou : ils viennent parce qu'ils ont une demi-journée de libre par semaine et qu'ils aimeraient bien rendre service. Mais ils n'ont parfois aucune notion du contact avec le public, ni de la vie associative, ni des rouages sociaux. Bref, ils ont tout à apprendre...

Il y a aussi une formation continue plus pointue, destinée à tous les accueillants, au rythme de deux réunions par trimestre environ. Ce sont des soirées à thèmes, par exemple sur un pays, ou sur le statut des femmes de telle culture, etc... Elles sont animées par des intervenants ayant une compétence particulières sur le sujet (exemples : la CIMADE sur le droit d'asile, le collectif Femmes Immigrées sur le statut des femmes, etc...).

I.G : Dites donc, il serait intéressant de publier votre calendrier de formations dans Info-Express, pour que tous les secteurs d'Accueil puissent en profiter.

M : (Ah oui, il faudra y penser).

Par ailleurs, quand on est confronté à une dimension qu'on ne connaît pas, on a un cahier de liaison sur lequel on est invité à consigner toutes les demandes. De temps en temps je fais le point : tiens, il y a tant de personnes qui sont passées à la recherche de ce type d'infos, ou avec tel problème... Qu'est-ce qu'on fait avec ça ? Je ramène cette question en réunion d'équipe, c'est aussi comme ça que je conçois mon rôle de coordination par rapport aux différentes associations, pour qu'on essaie de trouver ensemble des solutions.

Et quand un problème se répète, suite à un blocage d'une administration, on lui écrit en tant que structure "Relais 59" pour lui poser le problème dans sa globalité.

I.G : Tu m'as parlé aussi l'autre jour de façon passionnante des spécificités de la vie de ce quartier-ci. Peux-tu y revenir pour les lecteurs de Graffiti ?

M : C'est un quartier qui a été fortement marqué au début du siècle par la construction de la Gare de Lyon : sont arrivées

des vagues successives d'immigrants, d'abord du sud de la France et d'Italie, puis d'un peu partout, sans oublier beaucoup d'auvergnats et d'espagnols, du fait de la proximité aussi de la Gare d'Austerlitz. Ils ont fait souche ici, et se sont mêlés à une population déjà installée de longue date et à des arrivants de partout. L'ensemble constitue une population hétérogène et peu mobile -malgré des conditions de logement très difficiles- parce qu'ils ont des revenus modestes et qu'ils sont attachés au quartier. C'est un quartier populaire (administrativement nommé les Quinze-Vingt, qui comprend notamment l'îlot Chalon, Aligre, la coulée verte...) où vivent aussi des intellectuels et des artistes.

Grâce ou malgré les différentes immigrations (française de province, italienne, espagnole, asiatique, maghrébine, est-européenne, africaine...) il n'y a pas de phénomène de xénophobie très fort.

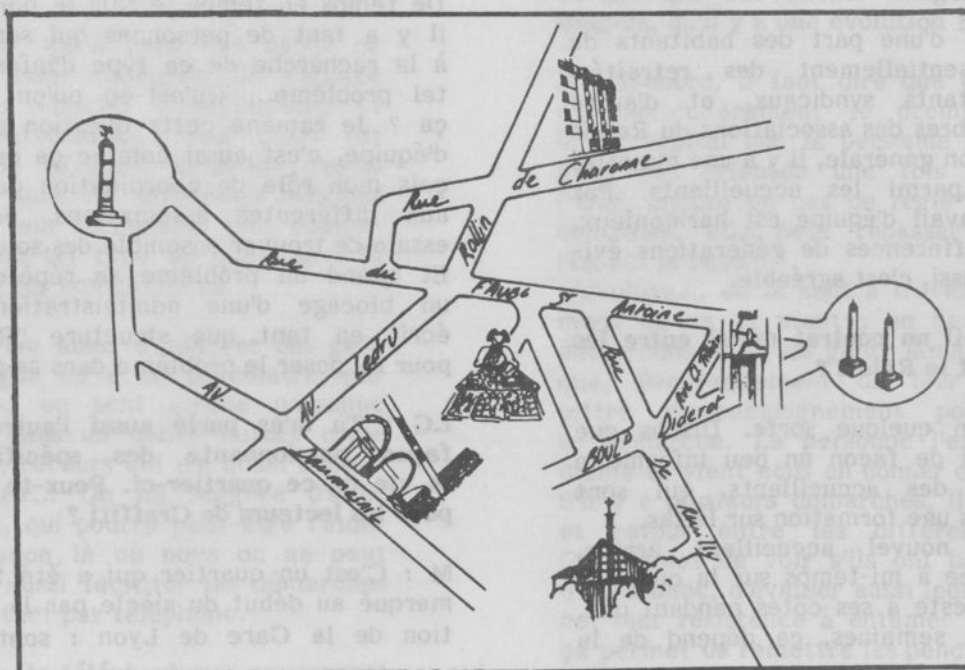
Tout cela constitue un tissu urbain très pittoresque, très riche sur le plan des relations humaines, où les solidarités de voisinage jouent complètement leur rôle : ce sont des milieux où il n'est pas indiscret de se mêler de la vie de ses voisins, ce n'est pas négatif... On passe facilement chez l'un ou chez l'autre pour discuter, se rendre service... Un exemple pour illustrer ça : une mère de famille qui devait être hospitalisée a refusé la travailleuse familiale que lui proposait l'AS, au grand étonnement de celle-ci. Mais en fait, la vie de son immeuble démontrait que ce n'était effectivement pas nécessaire : Mme Machin allait s'occuper des repas des enfants, pour les devoirs, ce serait M. Bidule (l'intello chinois), et pour la surveillance des jeux, M. Chose...

Devant de telles réalités on prend vraiment conscience que les services sociaux ne sont que des palliatifs, des pis-allers à ces réseaux locaux de solidarité de la société civile... qu'ils ne seront jamais aussi humains, même s'ils sont plus "hygiéniques", plus aseptisés, et qu'un réel travail social serait plutôt, avant , de préserver ces réseaux de solidarité.

Or, en détruisant ce genre de quartier, vu ce qu'on offre comme alternative -où c'est plutôt l'urbanisme du "chacun pour soi" et où les réseaux existants sont disloqués, les relogements n'en tenant pas compte, c'est toute cette dimension qui est détruite... Avec la démolition, c'est aussi d'autres choses qu'on transforme, avec des conséquences qu'on ne peut pas prévoir, même quand il y a une amélioration sensible du confort de vie. Par exemple des familles africaines qui vivaient nombreux dans un petit logement, le jour où ils sont relogés dans un grand appartement, ils ne voient pas pourquoi il leur est interdit d'accueillir les cousins et leurs enfants, pourquoi la famille autorisée c'est seulement "papa-maman et leurs propres enfants". Outre le fait que, concrètement, des gens se retrouvent ainsi sans logement, c'est aussi un mode de vie qu'on impose de cette façon, et culturellement ça n'est pas négligeable. Ça génère complètement un autre mode de rapport entre les gens...

I.G : A propos des services sociaux, je crois qu'il y a quand même entre eux et vous un travail de partenariat, une certaine réciprocité. Qu'en est-il ?

M : Absolument. D'abord il ne faut pas tous les mettre dans "le même panier".



Certains qui ne peuvent plus intervenir vis à vis de tel ou tel type de situations nous adressent les intéressés en nous apportant des éléments de travail, et, éventuellement, des informations sur les démarches qu'ils effectueraient s'ils le pouvaient. Bref, ils interviennent un peu vis à vis de nous comme "conseillers techniques".

Par ailleurs, le Relais, comme le tissu associatif dans son ensemble, répond en complémentarité à certains besoins pour lesquels les services sociaux ne sont pas vraiment compétents. Un exemple illustrant ce fait : tout un ensemble d'immeubles du quartier se trouvait être du ressort -d'après les critères des services sociaux- de mesures d'AEMO (Action Educative en Milieu Ouvert). Ce n'était pas réalisable de mobiliser tout un service uniquement sur ce petit microcosme. Les AS nous ont rencontrés et on s'est aperçu que, sur les vingt familles concernées, quinze d'entre elles étaient usagères du Relais. Alors, nous avons été sollicités pour essayer d'aider ces familles dans leurs tâches éducatives, à travers un travail plus informel, plus "au ras des pâquerettes" (ou plutôt des pavés) que nous effectuons avec elles au quotidien. N'étant pas perçus par ces familles de la même manière que les services sociaux, notre fonctionnement plus souple leur convient peut-être mieux.

I.G : J'ai l'impression d'avoir fait le tour de la question. Vois-tu des choses importantes à ajouter ?

M : Oui, je voudrais insister sur le fait que beaucoup d'activités créées au Relais naissent de l'accueil, qui fonctionne un peu comme une banque de ressources mais aussi comme une mise à jour régulière des besoins du quartier qu'il fait émerger au fur et à mesure.

C'est ainsi qu'est née par exemple la permanence d'aide à la recherche d'emploi, qui travaille sur les différents aspects des

difficultés rencontrées par les usagers (revalorisation à la fois "intime" et aussi des compétences méconnues ou oubliées; travail sur C.V et entretien d'embauche; importance de la présentation et de la tenue vestimentaire).

C'est aussi de l'accueil que sont nées les boutiques de droit spécialisées (notamment la permanence juridique spéciale femmes, ou spéciale retraités...), ou la "consultation" très ouverte d'Economie Sociale et Familiale (qui ne s'arrête pas à des questions de budget mais travaille aussi, par exemple, sur l'aménagement intérieur des logements en vue d'une utilisation optimale de l'espace).

J'aurais aimé aussi qu'on tourne un film sur ce quartier pendant qu'il en est encore temps, au moins pour deux raisons. D'abord pour montrer qu'à Paris, en 1989, il y a des gens qui vivent d'une façon qu'on peut avoir peine à imaginer -tant du point de vue de la précarité matérielle que de la "bonne intelligence" et du pittoresque des relations... .

Et aussi pour garder la trace de personnages vraiment mémorables. Si des lecteurs sont intéressés par ce type de travail, ils peuvent me contacter.

Interview réalisée par Marie-Odile

Les outils élaborés peu à peu par les accueillants.

-Un cahier de liaison quotidien : laisse trace anonymement de toutes les demandes arrivées à la permanence.

-Un classeur répertoriant les cas individuels : y sont consignés nommément les usagers venus avec une demande laissant supposer qu'il y aura nécessité d'un suivi assez long.

-Un classeur social : informations sociales, droits, etc... répertoriés par secteur d'activité : travail, CAF, sécu, santé, séjour, etc...

-Un fichier d'adresses et un fichier matière : lieux-ressources, administrations, services sociaux, organismes publics ou para-publics, associations, etc...

-Un autre répertoire d'adresses utiles : "ratissant" beaucoup plus large. Y figurent les adresses des copains qui peuvent fournir des tuyaux, des conseils...

-Un annuaire des lieux d'accueil et hébergement sur Paris (élaboré par le siège social du Secours Catholique).

-Et enfin, la boîte aux "trouvailles", où chacun est invité à laisser trace écrite de tout ce qu'il découvre d'intéressant et qui pourrait un jour ou l'autre intéresser quelqu'un au Relais. En tant que coordinatrice, Messaouda se charge d'explorer régulièrement ces trouvailles et, dans la mesure du possible, de les intégrer aux différents fichiers ou répertoires.



MARÉE HAUTE A BONDY PLAGE

Le Centre Social est implanté à la frange de la cité de Bondy-Nord, cité de 15 000 habitants, coincée entre l'autoroute A3 et la Nationale 3. Cette cité est à forte dominante maghrébine mais de nombreuses nationalités s'y co-toient.

Dans le Centre Social de nombreuses activités sont organisées : alpha en journée pour les femmes, cours du soir, activités et sorties de toutes sortes pour les enfants. Anne-Pierre, qui est responsable du centre, nous parle de la dynamique qui se crée dans le Centre et sur le quartier. Dynamique née de toutes les rencontres qui se développent autour des activités, dynamique née aussi du plaisir de toutes ces rencontres au quotidien dans la rue ou chez les commerçants, d'amitiés qui se lient.

Si le centre est repéré comme faisant surtout des activités avec les migrants, les français sont loin d'en être exclus. Du côté des enfants, le "mélange" se fait naturellement ; du côté des adultes les contacts sont plus timides, mais ils s'amorcent.

Déjà lorsqu'Accueil était implanté en face de la poste, les enfants venaient pour du soutien scolaire et l'équipe d'alors percevait une forte demande de leur part. Lorsque nous avons pu, en 87, occuper quelques pièces -deux d'abord, puis quatre ensuite- à l'arrière de la salle de cinéma Jean Giono, les enfants se sont empressés d'y venir. Ceci a coïncidé dans le temps avec l'arrivée de Vincent comme objecteur, ce qui a permis d'organiser des activités péri-scolaires: aide aux devoirs tous les soirs, atelier du mercredi, bibliothèque et sorties, etc... Avec des moyens limités, ces activités ont commencé en 87 et 88.

Une vitesse supérieure

Fin 88, avec mon arrivée dans l'association, nous avons pu enclencher la vitesse supérieure. Nous avons mis sur pied pour les vacances de Noël des activités quotidiennes, ce qui était du jamais vu à Accueil. Nous avons proposé aux mères de famille venant aux cours d'alpha et aux stagiaires du soir de venir comme accompagnateurs. Pour eux, les sorties seraient gratuites. Nous avons fait quelques sorties un peu exceptionnelles! Cela a débuté petitement avec 3 ou 4 stagiaires et 2 ou 3 mamans, Mina, Zohra, une grande soeur, toutes trois un peu intimidées mais qui reconnaissaient après les va-

cances que c'était la première fois que les congés scolaires n'avaient pas été une charge et que leurs enfants avaient fait des choses intéressantes et elles aussi.

En février, le bouche à oreille avait fonctionné, et les mères de famille avaient compris le système. On se souvient encore d'un départ avec cinquante enfants et dix mères de famille pour la tour Eiffel et le bateau-mouche et, dix minutes plus tard, de 48 adolescents et de 6 mères de famille à la patinoire ! Une réunion a regroupé -une fin d'après-midi- une vingtaine de bénévoles dont 10 ou 12 mères de famille pour faire le bilan des vacances et prévoir

les suivantes. Réflexions, suggestions, propositions, finances... transports, tout est abordé, décidé ensemble, et on s'inscrit pour les jours des vacances de printemps.

Une participation croissante de tous

Toute une dynamique est ainsi née sur la quartier. Malika, qui ne voulait pas que ses enfants viennent à Accueil, parce qu'elle ne "connaissait pas", est venue elle-même avec eux à la tour Eiffel. Depuis, elle est un pilier des sorties... et cet été ses enfants ont énormément participé.



Du coup, elle a raconté à l'école maternelle ce qu'elle faisait à Accueil, et elle s'est proposée pour des sorties avec l'école. Amar a pu faire un stage de préfo rue Piat; sa femme et lui ont souvent accompagné des sorties, ont animé des activités dans les locaux. Parfois, avec Anna, une jeune du quartier qui a énormément investi avec nous, ils ont animé seuls une activité, sans l'aide de permanents.

Cet été il est même arrivé que Jocelyne (mère de six enfants) et un habitant du quartier assurent, avec deux ou trois autres bénévoles, une sortie au zoo du jardin des Plantes, parce que ce jour-là les permanents avaient une réunion importante pour la comptabilité.

Lorsque les mamans viennent

aux sorties, c'est aussi l'occasion de parler des enfants, de leurs difficultés, d'elles-mêmes, de leur vie. De nombreuses amitiés sont nées ainsi, qui sous-tendent l'action engagée. Parce que ces femmes ont trouvé un lieu de parole et de vie, elles envisagent autrement la vie dans ce quartier. Certaines le ressentent, d'autres mêmes l'expriment, comme Naïma qui n'a pas peur de dire en réunion qu'elle commence à aimer le quartier, qu'elle se sent même prête à faire des démarches avec d'autres à la mairie ou ailleurs. Beaucoup ont compris que les choses ne peuvent se faire sans elles.

L'implantation géographique des locaux, sur le petit centre commercial, sur le chemin des écoles et de la boulangerie facilite bien les contacts et la communication.

Des publicistes nés : les enfants

Nous nous rendons compte en cette rentrée 89 que l'information commence à circuler. Ce sont les enfants qui sont les premiers communicateurs, car ils racontent à l'école ce qu'il ont fait.

Instituteurs, psychologues du GAPP (Groupe d'Aide Psycho-Pédagogique), femmes de service... savent qu'ils sont allés à la piscine à vagues... ou au Château de Versailles...

Telle directrice d'école, à l'autre bout de Bondy-Nord nous téléphone pour voir quel travail on peut faire ensemble pour des enfants qui ont besoin d'une aide en dehors de l'école, ou pour les mamans concernées par l'alpha, l'animation et les sorties culturelles. Coïncidence amusante : la directrice en question est une femme avec laquelle j'avais déjà collaboré pendant 4 ans à Montfermeil, dans le cadre d'une action commune entre le club de prévention où je travaillais et son école. Nous sommes ravies de nous retrouver et de prévoir de nouveaux projets ensemble.

Nous avons la chance qu'il existe sur Bondy-Nord, à 30 mètres de nos locaux, une PMI (Protection Maternelle et Infantile), avec un service gynéco et le planning familial, qui fait un excellent travail auprès des enfants, des mères et des jeunes filles. Le personnel y est très compétent : il connaît bien les mères et leurs difficultés et nous n'avons aucune peine à collaborer avec eux. Lorsque la halte-garderie s'ouvrira sur le quartier, ce sera une possibilité supplémentaire de travail en commun et en direction des familles immigrés.



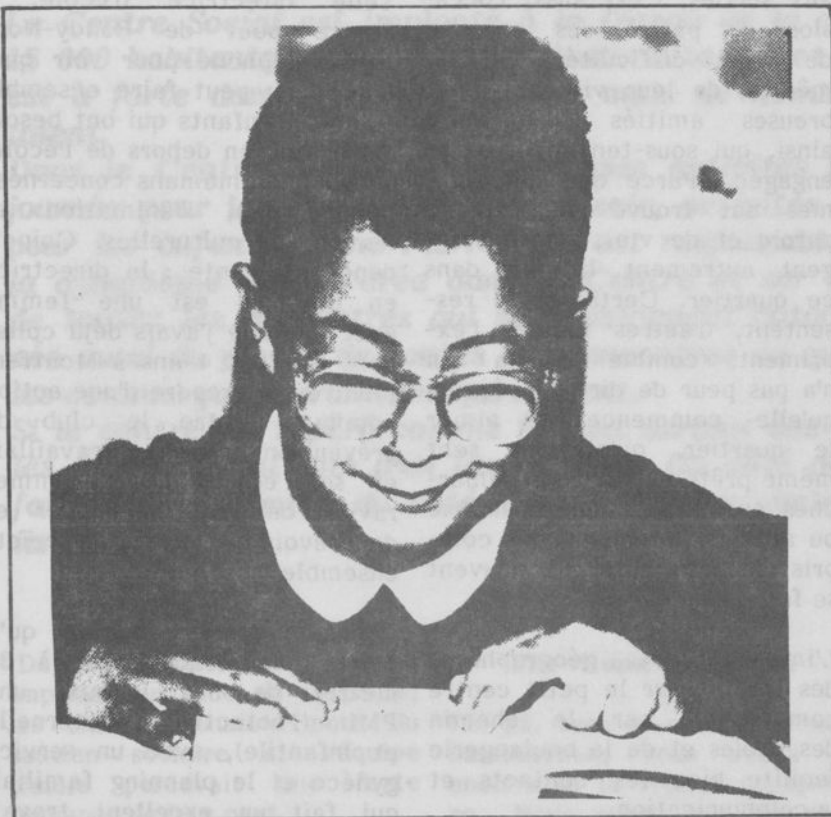
Des livres circulent dans la cité

Peu à peu, et presque exclusivement par récupération, une bibliothèque d'enfants a été montée : plus de 500 volumes de toutes sortes sont très appréciés. Il est vrai que les enfants lisent souvent des livres prévus pour plus jeunes qu'eux. Mais on voit naître un goût pour la lecture... Les livres sont aussi une passerelle avec l'école. Telle "belle histoire" est partie dans la classe, montrée à l'instituteur, qui a lu l'histoire ou fait faire un jeu... l'enfant en ressort valorisé et heureux.

cahier de texte qu'elle a trouvé étonnamment vide. D'autres parents viennent aussi parce qu'ils sont intéressés à encourager la scolarité de leurs enfants et qu'ils ne savent pas trop comment s'y prendre. On en parle ensemble.

Marlène a commencé par envoyer ses filles aux activités puis, cet été, elle nous a dit : "Je n'avais pas compris que vous comptiez sur les parents". Depuis elle est souvent venue pour accompagner et maintenant elle devient animatrice des cours d'alpha pour les femmes l'après-midi.

Cette dynamique reste encore



Depuis la rentrée de septembre, chaque soir une cinquantaine d'enfants (80 ou 90 en tout sur la semaine) viennent pour le soutien scolaire. Une équipe de bénévoles s'est constituée. Et certaines mères s'intéressent à ce que font leurs enfants et aident à leur mesure : l'une en demandant à son gamin ce qu'il a fait à l'école, ou en allant rechercher le cahier oublié à la maison, l'autre en apportant un goûter et la troisième en venant s'enquérir auprès des petits copains de son enfant des notes du

petite. Il demeure encore de nombreuses cloisons entre les structures, les personnes et nous remarquons qu'elles sont souvent bien étanches. Il faut accentuer la communication, l'inter-relation, la participation. Il y a sûrement quelque chose à faire avec les pré-retraités et les personnes du troisième âge. De plus, tout un pan de la vie de ce quartier n'est plus pris en compte par l'association: ce sont les jeunes, faute de moyens... mais là aussi il y a des besoins et de la demande...

Accueil-Orientation ?... Régie de quartier ?

Tout est à inventer et à penser avec d'autres partenaires et avec les jeunes. Ce qui est certain c'est que nous attendons avec impatience les nouveaux locaux, car nous éclatons dans ceux-ci.

Anne-Pierre





L' ENVOL ALPHA

De passage à Paris pour prendre des contacts avec des associations qui font des actions de quartier et de l'alpha, 4 Québécoises (Sylvie, Marie-José, Francine et Michèle) débarquent rue Piat en septembre dernier.

Impression immédiate d'être sur la même longueur d'onde. Et pourtant nos publics ne sont pas les mêmes : elles s'adressent avant tout à des Québécois dans le cadre de ce que nous appellerions la lutte contre l'illettrisme. Le contexte économique et social diffère aussi : leur région, la Mauricie, est rurale et connaît des difficultés économiques graves. Leurs moyens d'actions enfin diffèrent eux aussi et certains nous ont pas mal surpris.

Leur association COMSEP (Centre d'organisation Mauricien de services et d'éducation populaire) s'inscrit dans une forte dynamique inter-associative, qu'elles appellent "communautaire". Question que vous ne soyez pas complètement déphasés si vous passiez les voir à Trois-Rivières, on vous a laissé quelques expressions de quoi enrichir votre lexique.

Ce midi, vous nous avez parlé d'une "assemblée de cuisine". Cette expression m'intrigue.

Y a une personne qui a une idée, elle téléphone aux autres et on se retrouve tous chez elle. Puis elle dit "Voilà, mon idée c'est ça et ça ... Est-ce qu'il y en a qui ont envie de s'embarquer là-dedans ?" On a commencé comme ça, on était douze chez Francine. Chacun a mis un peu d'argent, chacun a dit "moi je m'embarque". Y avait de la peinture à faire. On a tous travaillé là-dessus et en un mois on est parti.

En un mois vous avez créé l'association ?

Oui mais on ne travaillait pas. Moi je n'avais pas de travail, une autre était étudiante, Robert travaillait comme saisonnier, il avait aussi du temps libre. Au début c'était vraiment un paquet de compagnes. L'assem-

blée de cuisine s'est faite un soir de pleine lune et l'ouverture du centre s'est faite à la pleine lune suivante.

Et en un mois, vous avez tout trouvé ?

On est allé dans des organismes qui se débarraient de leurs bureaux, puis on négociait tout. Et tu vois aujourd'hui, ça fait trois ans qu'on existe et on est un des centres les plus reconnus dans la région. Cette année on a eu la meilleure subvention au niveau du Ministère de l'Éducation au Québec.

J'aimerais savoir quel public vous accueillez dans votre centre et comment ces personnes ont entendu parler de vous .

Comment elles ont entendu parler de nous ? Il faut d'abord dire que nous sommes les seuls sur la ville à proposer les services que nous offrons. On fait des campagnes

régulières de recrutement. On a d'abord une pub dans un journal qui est distribué gratuitement "La Gazette Populaire". L'annonce passe régulièrement parce qu'on se dit que ce n'est pas en ne l'ayant vu qu'une fois qu'on viendra chez nous. Ce sont les amis des illettrés qui voient l'annonce et c'est peut-être en la voyant 2, 3 fois, c'est peut-être au bout de la 6ème fois qu'ils vont se décider : "Je vais m'informer pour voir ce qu'est ce service". Et à un moment donné ils se rendent ainsi chez nous ou bien ils viennent parce qu'ils se rendent au comptoir des vêtements usagés car nous avons un vestiaire. Ils viennent parce qu'ils ont lu le magazine, puis qu'il y a eu un premier contact avec des bénévoles, qu'ils ont discuté un peu et puis à un moment donné ils viennent voir ce qu'on fait en alpha.

On fait aussi une campagne de pub dans les autobus. On fait des grandes affiches sur le projet "ENVOL ALPHA" et ces affiches vont être mises pendant un mois dans les 32 autobus du réseau. Un autre moyen : à l'heure du dîner, il y a des lignes ouvertes sur la radio locale. L'animateur aborde différents thèmes. Si nous avons des annonces pour des rencontres ou des animations, on prend contact avec lui et on peut avoir une ligne, ce qui permet aux gens de nous parler en direct et de nous poser les questions qu'ils veulent.

Les analphabètes nous appellent aussi par le canal officiel comme "Le centre Travail Québec", le chômage. Nous sensibilisons les structures officielles de manière à ce qu'elles nous envoient les personnes analphabètes qui viennent chez eux.

On aide aussi les gens à remplir leur formulaires d'aide sociale, leurs impôts, ce qui nous permet d'enlever le côté "honteux" de ne pas savoir lire et écrire et qui permet aussi de créer un lien plus amical.

Et puis il y a évidemment le bouche à oreille: une fois qu'il y en a un qui est venu, il en parle à ses copains dans le "réseau", que vous vous appelez, le "milieu associatif". Ça fait trois ans qu'on est là et on est de plus en plus connus et reconnus. Donc aussitôt qu'il y a un analphabète qui utilise un service dans le réseau et que l'intervenant se rend compte qu'il a une difficulté de lecture et d'écriture, il va le référer chez nous. Mais le premier contact se fait la plupart du temps par téléphone, car c'est toujours un peu dur et honteux d'avoir à dire en face qu'à 30 ou 40 ans tu ne sais pas encore lire et écrire. Chez nous le tarif du téléphone est très bon marché et presque tout le monde l'a.

Le contact est pris par téléphone et puis l'inscription aux cours, comment se fait-elle ?

On aime que le premier contact se fasse par la formatrice qui se rend chez l'apprenant. C'est lui qui la reçoit et elle peut voir immédiatement dans quel contexte social il vit, elle se rend compte aussi des problèmes car souvent ce n'est pas l'apprenant qui va en parler dès la première rencontre.

Mais les gens acceptent d'inviter les formatrices ?

Oui et on trouve ça important de voir le milieu de vie car si tu te rends compte par exemple qu'il n'y a rien à manger, tu peux comprendre aussi que l'apprenant aura du mal à se concentrer dans les cours. Les formatrices font passer les tests à la maison. Faire passer les tests, c'est la raison qu'on donne pour aller les rencontrer. Souvent ça leur a pris toute leur force de décider de venir dans le milieu d'alphabétisation. Et quand ils sont chez eux ils se sentent plus à l'aise. S'il y a d'autres personnes qui sont autour d'eux et qu'ils ne savent pas lire, c'est la tremblote. S'ils sont dans leur milieu habituel, ils passent le test plus relax.

C
O
M
S
E
P



Centre d'Organisation Mauricien de Services et d'Éducation Populaire

POUR APPRENDRE ENSEMBLE...

- à lire, à écrire, à compter
- à mieux comprendre

à 18 ans... 40 ans... à 60 ans...

Inscription en tout temps
Informations: COMSEP
1000 - 100 St-Pierre
Téléphone: 734-8887

"GRATUIT"

Mais la plupart des gens que vous recevez pour l'alpha, ce sont des gens qui sont passés par l'école ou qui ont fait l'école buissonnière ?

Ils sont tous un peu allés à l'école puisqu'elle est obligatoire chez nous aussi. Mais à un moment donné ils ont décroché. C'est des fils de cultivateurs, ils travaillaient sur la ferme et ils ont décroché. Certains connaissent leur alphabet mais ça s'arrête là. Ils savent écrire leur nom. Ou ça peut être le style d'enfant qui n'allait pas dans un groupe de 30 élèves, à qui il aurait fallu une approche plus individuelle ou du moins des petits groupes de 4, 5. Ou ils ont pu doubler une année puis ça s'est répété.

Ou aussi il arrive qu'un professeur ne veuille pas garder tel élève car il le trouve trop difficile et il le laisse passer dans l'année supérieure. L'enfant arrive à passer d'année en année parce qu'il est indésirable et il finit par arriver dans le secondaire sans avoir les compétences.

Chez nous c'est un grave problème. Les universitaires même, beaucoup ne savent pas bien écrire le français, ils laissent une faute presque à chaque mot. Le problème de l'orthographe est de plus en plus présent chez nous dans l'actualité.

Et combien d'heures par semaine ont-ils de cours ? Sont-ils rémunérés pendant ce temps ?

Ils viennent de façon volontaire et ne reçoivent pas de paye. Ils viennent 4 heures par semaine soit le jour, soit le soir.

On sait bien qu'une fois par semaine, c'est peu mais nous sommes le seul centre et nous avons de petits moyens. Tous les blocs qu'on a sont pleins. Par bloc on prend 8 personnes maximum.

Pour chaque groupe il y a une formatrice salariée et 2 ou 3 bénévoles, ce qui fait que la formation est presque individualisée. Cette façon de faire nous permet de constituer des groupes particuliers comme pour les personnes qui ont un problème de dyslexie ou qui ont un problème plus cérébral. On parvient à mettre ces personnes en route.

Et pour les problèmes plus sociaux, est-ce qu'il y a d'autres personnes qui peuvent donner un coup de main dans votre centre ?

Pour une demande d'aide sociale ou de chômage ou pour avoir le téléphone d'un organisme, c'est la formatrice qui s'en occupe dans la mesure où elle a le temps, ou un bénévole. Mais si on s'aperçoit par exemple qu'une femme qui suit le cours subit une violence conjugale on l'envoie vers un centre spécialisé dans ce genre d'aide. Dans notre région, il existe des groupes communautaires comme le nôtre, qui s'occupent de problèmes sociaux voisins et ce serait mal vu si on empiétait sur le domaine de compétences d'autres associations. Le réseau officiel est une organisation complètement inadaptée : ils travaillent

en prenant les gens pour des numéros et ne répondent pas aux vrais besoins. Ca fait qu'en face de ce réseau d'Etat, il y a toujours le pendant associatif. On croit plus à la démarche communautaire ou populaire qu'à la démarche officielle.

Notre milieu associatif est très solidaire. On essaie de ne pas doubler ce que les autres font. S'il y a quelqu'un qui a un problème de chômage par exemple, on ne l'enverra pas à l'assurance-chômage mais on va l'envoyer au mouvement "action chômage" qui défend l'action des chômeurs.

Ca veut dire que le mouvement associatif au Québec est assez puissant.

Pour toutes les questions, il y a un pendant associatif au réseau officiel. Il y a la "prévention suicide", les centres d'hébergement pour violence conjugale... Tout est interlié.

Et est-ce qu'il y a des problèmes de racisme dans votre région ?

Il y a peu d'émigrants dans cette région. Quant à ceux qui fréquentent notre centre ce sont des personnes pas du tout démunies du point de vue social ni culturel. Quand on fait des fêtes, ce n'est pas évident de mettre tout ce monde ensemble.

Est-ce que vous avez pu constater des changements d'itinéraires pour les personnes qui ont suivi vos cours ?

Pour les personnes qui viennent au COMSEP, je ne peux pas encore dire mais je peux parler de l'expérience que j'ai eue avant. Le groupe avait 12 ans d'existence et la plupart des gens qui étaient au Conseil d'Administration étaient des analphabètes. Il y a deux ans c'était un analphabète complet qui était président de l'association et qui venait à la formation en même temps. A la fin il était capable de lire son ordre du jour. C'était la secrétaire qui faisait le procès-verbal car elle était un peu plus formée.

C'est plutôt rarissime dans un mouvement que ce soit les personnes qui sont en formation qui dirigent aussi l'association.

C'est un choix. La trésorière aussi est analphabète et elle gère un budget de 500 000

FF par année. Bien sûr pour les salariés travailler dans un tel contexte n'est pas facile. C'est d'ailleurs pour cela qu'ils ne restent pas longtemps comme permanents.

Le centre est implanté dans un milieu rural. Dans le règlement, 8 personnes sur 10 du Conseil d'Administration doivent être membres de l'association et la majorité des membres sont analphabètes. C'est eux qui ont fondé le mouvement et c'est eux qui décident. La Maison Populaire fonctionne comme ça aussi. Tous les comités fonctionnent comme ça. Ce n'est pas facile mais c'est ça l'éducation populaire. Les membres sont toujours associés. Ils s'impliquent.

Et est-ce que les membres de l'association parviennent à trouver du boulot, parviennent à s'insérer en dehors de votre centre ?

Dans ce coin, il y a énormément de gens qui vivent d'aide sociale car il y a peu de boulot. On trouve que toute la politique est centrée sur la réinsertion par l'emploi. Mais nous a à un autre questionnement face à l'Etat. C'est son job de créer des emplois. C'est pas vraiment la faute des assistés sociaux s'ils ne bossent pas. Nous, ce que nous cherchons à faire c'est revaloriser les assistés sociaux, leur dire que ce ne sont pas des pourris s'ils ne travaillent pas. On ne va pas former des gens à trouver des emplois si dans la région il n'y en a pas. Même ceux qui sortent de l'université ne trouvent pas d'emploi.

Si vous tachez de revaloriser les chômeurs, est-ce que vous faites d'autres animations en dehors de l'alpha ?

Pour nous l'alphabétisation n'est qu'un prétexte, un peu dans l'esprit de Paolo Freire (*). Pour nous les cours d'alpha aident à lire et à écrire mais surtout à être partie prenante de la société. Un atelier sur 4 est un atelier de conscientisation sociale. On prend un thème sur un grand enjeu. Ca va de l'avortement à la réforme de l'assurance chômage en passant par la réforme de l'aide sociale et la violence conjugale.

En plus on prend souvent des thèmes pour valoriser chacun. Si dans le groupe on sait que quelqu'un est bon en cartographie, on fait un atelier sur la cartographie et c'est l'apprenant qui anime l'atelier. A ce moment-là, il se sent revalorisé parce que c'est lui l'enseignant. Quelqu'un qui a travaillé dans la cuisine fera un atelier sur une recette, l'écrira, fera mesurer les ingrédients. Et comme ça, à tour de rôle, on utilise une des leurs forces.

Est-ce que avez pensé à créer des emplois ou des mini-boulots ?

On est en train de mettre sur pied une petite coopérative de travail d'entretien ménager. Ca va être des assistés sociaux qui travaillent chez nous qui feront le ménage du centre et le ménage d'autres associations. Il y a également une imprimerie communautaire. Ca c'est déjà davantage professionnel. En plus cette imprimerie offre des services à bon prix aux associations. Autour de cette imprimerie on est en train de créer un pôle d'achat de matériel.

Est-ce qu'un assisté social parvient à vivre avec ce qu'il reçoit ?

Pas vraiment. De 18 à 30 ans ils reçoivent 1 000 F par mois et au-dessus de 30 ans, 1 500 F. Avec ça tu ne peux pas te payer un logement et si tu restes chez tes parents, on te coupe l'aide car tu es censé dépendre d'eux !

Ils viennent de faire une réforme de l'aide sociale. Ils ont inventé une trentaine de catégories avec une grille extrêmement compliquée suivant ton âge, si tu as des enfants... Le système est 5 fois plus compliqué qu'avant et avec ce système 15 000 personnes se sont vues éjectées de l'aide sociale. Cette réforme a été horrible, il y a eu des manifestations. Et ils se préparent à faire la même chose avec l'assurance chômage.

C'est d'ailleurs pour ces raisons que nous organisons le 30 octobre une "Journée de visibilité".

(*) Paolo Freire, animateur d'une campagne d'alphabétisation menée dans les années 60, dans le Nordeste au Brésil. Référence par excellence de "l'alphabétisation-conscientisation" où l'acte d'apprendre à lire et écrire sert de support pour réfléchir ensemble à sa place dans la société et pour voir comment devenir des acteurs sociaux.

Les "Pédagogie des opprimés", "L'éducation pratique de la liberté" et "Lettre à la Gui-





5040, ST-LAURENT #1
MONTREAL H2T 1R7
277-9976

1990 ANNEE INTERNATIONALE
DE L'ALPHABETISATION

CA VOUS CONCERNE

En décembre 1987, suite à une recommandation de l'Unesco, l'assemblée générale des Nations Unies a proclamé 1990 Année Internationale de l'Alphabétisation, et invité tous les Etats à assurer, à l'échelle de leur nation, une préparation adéquate de cette année.




On évalue à 890 millions, le nombre de personnes analphabètes dans le monde, soit près 30 % de la population adulte.

Bien que la grande majorité des personnes analphabètes vit principalement dans les pays en voie de développement, on constate depuis quelques années une recrudescence de ce phénomène dans les pays industrialisés. Nous ne parlons évidemment pas d'un même type d'analphabétisme mais de l'analphabétisme fonctionnel lié aux transformations technologiques qui exigent un niveau de formation de plus en plus élevé.

Au Québec, près de 1 million et demi d'adultes sont fonctionnellement analphabètes dont 300 000 sont incapables de lire et d'écrire.

Au Canada, on évalue à près de 5 millions le nombre d'analphabètes complets et fonctionnels. Tous les pays industrialisés sont touchés par ce phénomène.

Comme Regroupement provincial d'organismes qui interviennent en alphabétisation, nous avons décidé de faire de 1990 une année de promotion des droits des personnes analphabètes:

-  - droit d'apprendre dans des lieux de formation adaptés à leurs besoins et attentes,
-  - droit à des mesures de soutien qui favoriseront l'accès à l'alphabétisation,
-  - mais aussi droit de vivre normalement et d'avoir accès à toute l'information et à tous les services malgré leur situation d'analphabétisme.

L'ANNEE INTERNATIONALE DE L'ALPHABETISATION:
CA NOUS CONCERNE ... CA VOUS CONCERNE !

née-Bissau sur l'alphabétisation", sont disponibles en documentation.

Une journée de visibilité ?

Oui. Cette journée se fera malheureusement après les élections car pour le moment on est en campagne électorale. Mais on veut faire connaître et reconnaître par le public le milieu communautaire, par le public et par le gouvernement. Car le premier visé, c'est l'appareil gouvernemental.

On veut faire reconnaître qu'on a un impact socio-économique. Le milieu communautaire empêche des suicides, empêche les gens d'aller à l'hôpital parce qu'on leur permet de mieux vivre. Le bénévolat, c'est autant d'argent qu'on fait sauver à l'Etat. L'intervenante sociale chez nous va gagner la moitié de ce que gagne la fille qui travaille dans le réseau officiel et en plus elle fait un bien meilleur job.

Cette journée de visibilité est organisée par la coalition des organismes communautaires du Québec (la COQ), avec les fédérations, les centres de femmes, les groupes d'alpha, les groupes d'éducation populaire. Il va y avoir une manif avec des voitures - nous on appelle ça une parade -, avec des banderoles. Et puis il y aura un "téléphone rush" auprès des députés. Tous les téléphones qu'on reçoit dans le milieu communautaire on va les envoyer directement dans le réseau officiel. Toute la journée, ça va pas dérusher. Ils vont se rendre compte que si nous, on n'intervient pas, eux seront très surchargés. On montre qu'on sert à quelque chose !

Et les bénévoles, quel contrat passez-vous avec eux ?

On est assez sévères au niveau de la sélection des bénévoles. On voit comment ils entrent en relation avec les gens, et on tâche de voir aussi, c'est quoi leurs grands thèmes. On cherche des gens qui ont les mêmes orientations que l'organisme sur l'avortement, l'armement, le nucléaire...

Puis on leur demande un engagement sur un semestre, 4 heures par semaine. Puis ils suivent une formation au niveau des méthodes. Les formations sont faites par le regroupement des groupes populaires en alpha du Québec.

Et les gens sont volontaires pour suivre ces formations ?

Ils n'ont pas le choix. Ils doivent se former 5 fois 3 jours. Puis après cela ils ont une rencontre chaque semaine où ils se remettent à jour.

Les bénévoles chez nous ont des conditions exceptionnelles c'est-à-dire qu'on travaille toujours pour eux, pour leur offrir mieux, on les chouchoute, on fait des fêtes, on leur donne beaucoup d'avantages, ils ont des bons de rabais pour l'achat de vêtements au comptoir vestimentaire.

Les bénévoles sont aussi des personnes en situation de précarité ?

Oui, eux aussi sont souvent des gens qui ont de faibles revenus. On a des formateurs bénévoles qui ont été enseignants. Mais on essaie, la majeure partie du temps, de recruter des gens à faibles revenus. De toute façon, quand on regarde le pourcentage de chômeurs et de gens qui bénéficient de l'aide sociale au Québec, il y en a plein là-dedans qui ont des formations longues comme ça, qui ont plein de bagages au niveau pédagogique. Beaucoup sont sur l'aide sociale, ou sont chômeurs de longue durée. Ils viennent faire une ou deux sessions de bénévolat. D'autres s'occupent du comptoir vestimentaire. Pour certains postes il faut savoir compter, pour d'autres il suffit de vendre. C'est souvent des personnes à faibles revenus qui forment les autres. Les salariés sont seulement là comme "personnes réserves" si les bénévoles manquent d'informations, de données ou de technique.

Et qu'est-ce que vous trouvez le plus difficile dans ce que vous faites ?

Les 4 et en chœur : Le financement. Le tiers de notre travail, c'est la recherche de financement : on est toujours en survie. On se demande ce qu'on va pouvoir financer l'an prochain comme projet .

Si vous passez au Québec en Mauricie, voici l'adresse :

COMSEP

1055 RUE ST PROSPER

Trois Rivières

819.378.6963

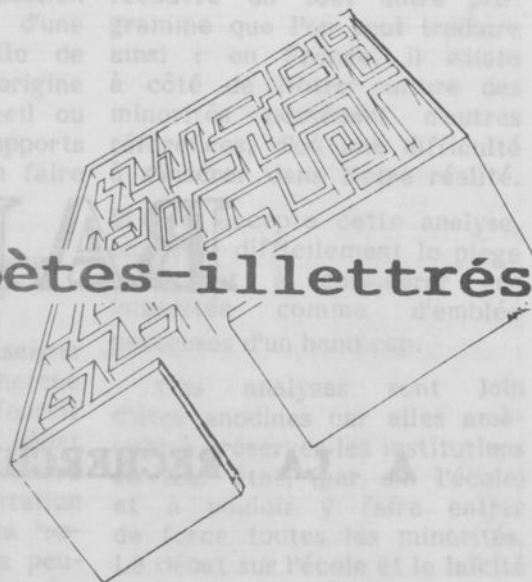
Interview réalisée par Claire

ATD - Quart Monde mène des actions en France dans un esprit très proche de cette expérience du Québec. Nous avons l'intention de les interroger sur leurs actions de quartier et leurs conceptions en matière de formation professionnelle des illettrés. Ce ne fut pas possible pour ce numéro. Ce n'est que partie remise...

D'une dichotomie

analphabètes-illettrés

à une



Les termes "analphabète" et "illettré" sont employés de façon de plus en plus imprécise, surtout depuis qu'on a "découvert" l'illettrisme en 1984. Dès lors, pour certains le terme illettré est un moyen de distinguer français et étrangers confrontés à une non maîtrise de l'écrit. Pour d'autres les illettrés ont été scolarisés, les analphabètes non. Le plus souvent cependant, on emploie l'un pour l'autre sans aucun scrupule.

Pour remédier à ce flou, certaines personnes comme Remy GONFALONE ou Michelle SARREBOURG intervenant à l'université d'été, ont choisi d'employer le terme de non-lecteur avec la définition suivante inspirée des textes de l'UNESCO : "Personnes incapables de lire en le comprenant un court texte lié à la vie quotidienne".

Est-ce à dire qu'il existe un grand tout indifférencié de non lecteurs, dans lequel on ne peut faire aucune distinction ? Pas vraiment. On pourrait établir des degrés dans la "non lecture", mais les outils restent à créer.

Il semble plus judicieux d'établir une typologie à partir des éléments caractérisant les non lecteurs. Celle qui suit est une proposition qu'il faudra affiner.

1) Personnes d'origine rurale où l'écrit n'est ni source de pouvoir ni mode de communication.

Dans un ordre décroissant : Afrique noire non islamisée → Afrique noire islamisée → Pays arabes → Amérique latine, Asie → Europe du Sud → Europe du Nord (y compris la France).

2) Personnes d'origine urbaine issues d'aires culturelles où l'écrit reste minoritaire : Afrique Noire.

3) Personnes d'origine urbaine issues d'aires culturelles où l'écrit est présent de longue date : Sociétés islamisées de longue date - Asie - Europe.

Pour ces trois catégories de personnes le temps de séjour en France est autant à prendre en compte que leur origine.

4) Français de groupes marginaux où l'oral est une culture d'appartenance : nomades (dont gitans), bateliers...

5) Français du Quart Monde (terme qui reste à définir).

6) Français des DOM-TOM. Question subsidiaire : est-ce une catégorie homogène ? Autrement dit le rapport au français est-il le même aux Antilles et à la Réunion ?

7) Jeunes (16-25 ans), enfants d'ouvriers (français

ou étrangers) scolarisés en France.

8) Adultes en situation de chômage de longue durée suite à une restructuration industrielle.

Cette typologie a un intérêt par rapport à ces questions :

- Qu'est ce qui détermine la demande de formation ou son absence car c'est, le plus souvent, au moment d'une demande de formation que le non lecteur est identifié comme tel ? Cette demande peut varier en fonction de l'ancrage dans un groupe, du statut dans la société traditionnelle, de la place de l'écrit dans la culture d'origine.

- Qu'est ce qui permet ou empêche la sortie du monde de l'oralité, pour un français ou pour un étranger, en fonction de son appartenance à une communauté structurée par l'oral et l'intérêt ou le risque d'en sortir pour devenir un homme de l'écrit ?

- Y-a-t-il coïncidence entre la non-lecture et les autres indicateurs de marginalité (chômage, logement précaire, famille éclatée, irrégularité face au séjour) ?

Isabelle

typologie des non-lecteurs

BABYLONE

A LA RECHERCHE DES RAPPORTS PERDUS ...

Si nous parlons ici de la revue "Babylone", c'est qu'elle se donne pour programme de "valoriser les recherches qui en valent la peine et de contribuer par là à la critique de la raison administrative."

Sa démarche est d'utiliser un matériau trop rarement exploité, les rapports officiels non publiés, et à partir de là d'amener à une réflexion approfondie sur le thème concerné.

Une autre raison de nous y intéresser est qu'y collabore activement Yann Moulier-Boutang qui est intervenu plusieurs fois dans l'association pour parler des migrations internationales, du statut des clandestins en France et aux Etats-Unis et des politiques de régularisation mises en place par les différents Etats.

Si cette revue n'est pas toujours d'un accès facile, elle permet par l'étendue de ses contributions de donner des clés et de nourrir le débat sur la citoyenneté qui nous touche de près. A ce propos le n° 6-7 de la revue dont il est ici question, donne des éléments pour apprécier si l'insertion des migrants passe par des mesures qui leur seraient spécifiques ou si elle passe par leur intégration dans le "droit commun".

Le numéro 6/7 (*) de la revue Babylone est consacré au rapport VIEILLE, demandé fin 85, par Jean-Pierre Chevènement alors Ministre de l'Education Nationale. Ce rapport étudie le rôle que devraient jouer l'enseignement supérieur et la recherche en direction des populations immigrées, des "sociétés d'immigration" et de la société française.

La première mouture de ce rapport est arrivée en mars 86, quelques jours avant les législatives. Changement de majorité oblige : le rapport Vieille prend la direction des oubliettes, chère à l'administration, quand les conclusions n'ont pas l'heur de lui plaire.

Loin de vouloir s'en tenir à

une présentation exhaustive de ce numéro, je me suis attaché plus spécifiquement à aborder ce qui concerne la scolarisation des enfants des travailleurs immigrés et la formation des enseignants.

Immigration recherche définition

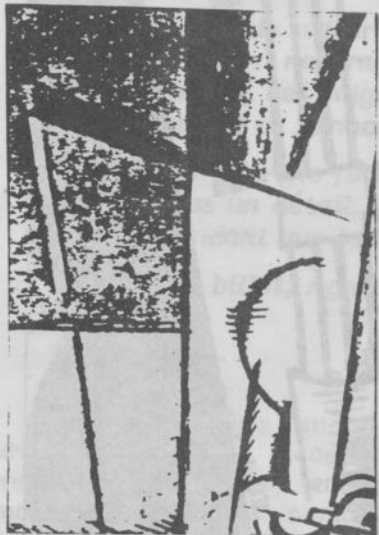
Pour Paul Vieille, les termes génériques "immigration", "les immigrés", "l'immigré" ne sont pas concrètement définis. Déjà, au-delà de la notion juridique, on peut se demander à quel moment un immigré cesse de l'être : un enfant d'immigré né en France est-il un immigré de la deuxième génération ? Idem pour un citoyen français né à l'étran-

ger. Est-on immigré jusqu'à une certaine condition sociale? De même quelle est la distinction, à condition sociale égale, entre un immigré et un autochtone? Si l'on entend le terme "immigration" dans sa signification première, à savoir l'entrée sur le territoire, c'est au pluriel que l'on doit en parler : immigration économique, immigration politique, sociale, idéologique...

La "société d'immigration" est un acteur de la société française, que ce soit dans ses rapports avec les institutions, de sa place dans le monde du travail mais également au quotidien, dans ses relations avec la population autochtone.

Elle traverse l'ensemble de la société française, elle ne peut être délimitée à un champ particulier du secteur social.

Les rapports qu'entretient la société française avec l'immigration sont un révélateur de ses rapports sociaux. Vouloir opérer une réforme de l'enseignement pose le problème de la modification de la société française toute entière dans ses rapports avec les manifestations de l'autre (l'altérité).



Parler de l'immigration, c'est aussi traiter de sa représentation. La culture de l'immigré est appréhendée au regard de la culture de son pays d'origine en une image figée. Tout se passe comme si après son arrivée en France un immigré restait prisonnier de son origine et que le changement de son quotidien ne pouvait en rien l'atteindre. On ferait partie d'un bloc "immigration" et l'on garderait définitivement ses références culturelles de départ, sans évolution envisageable.

De même un immigré de la seconde génération ne pourrait saisir la réalité que par les références culturelles de ses parents. Cela revient à ne pas vouloir tenir compte de l'originalité de phénomènes culturels tels certains groupes musicaux - comme le groupe lyonnais "Carte de séjour" - ou certaines productions cinématographiques ou littéraires - comme "le Thé au Harem d'Archi Ahmed" de Medhi Charef. Ces phénomènes cultu-

rels, issus de la population immigrée, s'enrichissent d'une double référence : celle de la culture de leur pays d'origine et celle du pays d'accueil ou plus précisément des rapports avec ce dernier pour en faire une production autonome.

Une recherche globale pour des pratiques locales

Pour Paul Vieille, l'enseignement supérieur et la recherche peuvent contribuer à fournir des bases plus justes de débat en réactualisant de manière permanente la représentation qu'on peut se faire de la "société d'immigration". Ils peuvent y contribuer par la sociologie et l'anthropologie de l'actualité et par une recherche historique sur la formation de la population française et des immigrations qui l'ont constituée. "Le passé des immigrations qui ont constitué et constituent la société française est partie du patrimoine culturel de la société française". Quand Paul Vieille parle de patrimoine culturel, il fait



davantage référence à la culture populaire et quotidienne qu'à la culture savante.

Un mot revient souvent dans le débat sur l'immigration : l'interculturalité. Un mot universel, à consonance humaniste, bref un mot rassurant. La France est un pays interculturel, bien belle perspective. Ce terme, avec son corollaire souvent admis, l'intégration,

recouvre un tout autre programme que l'on peut traduire ainsi : en France, il existe à côté de Notre culture des minorités possédant d'autres références, d'où une difficulté à s'insérer dans Notre réalité.

Si l'on accepte cette analyse, on évite difficilement le piège consistant à considérer ces minorités comme d'emblée porteuses d'un handicap.

Ces analyses sont loin d'être anodines car elles amènent à préserver les institutions en leur état, (par ex. l'école) et à vouloir y faire entrer de force toutes les minorités. Le débat sur l'école et la laïcité ne fait que témoigner d'une telle logique. D'un côté on trouve ceux pour qui l'école serait un espace de neutralité absolue, protégée des influences extérieures, un lieu où l'émancipation se fait par la raison, l'oubli des différences. A cette logique de la neutralité et de l'intégration à tout prix, répond comme en miroir, la logique de la défense à tout prix des différences. Paul Vieille s'interroge sur la possibilité d'échapper à cette double impasse en reconnaissant les deux pôles de la question. Comment reconnaître toutes les différences sans en faire autant de bastions de particularismes et de replis sur soi qui ignoreraient l'ensemble? Comment rendre aussi toutes ces différences sources d'enrichissement réciproque?

Une formation à l'altérité...

Pour lui les solutions doivent passer par l'enseignement de la relativité des cultures, de la tolérance pour lutter contre l'ethnocentrisme sous



toutes ses formes. Dépasser de même la notion d'interculturalité en la remplaçant par celle d'interaction entre identités culturelles pour montrer l'interdépendance et la réciprocité des différences. Ceci peut intervenir, par exemple dans l'enseignement du français dans le secondaire, par un aperçu de la littérature maghrébine dans le cadre de la littérature comparée ou dans l'enseignement de



l'histoire-géo en montrant l'importance de l'intrication du bassin méditerranéen et de la société française pour leur formation (voir les travaux de Georges Dumézil.)

Dans la sphère de l'éducation, l'enseignement supérieur peut intervenir à trois niveaux par une formation à l'altérité. Tout d'abord, dans l'enseignement supérieur, par l'étude de l'évolution des immigrations et la connaissance de leurs apports à la société française; ensuite, dans la formation des personnels en rapport avec l'immigration (inspecteurs d'académies, chefs d'établissements...) et celle du personnel de gestion scolaire (secrétariats, bibliothèques...) Enfin, dans la formation des enseignants du primaire et du secondaire qui jouent un rôle majeur dans le destin scolaire des jeunes et la formulation de leurs attentes et de leurs projets.(1)

qui amènerait les institutions à bouger...

Le droit commun, par défi-

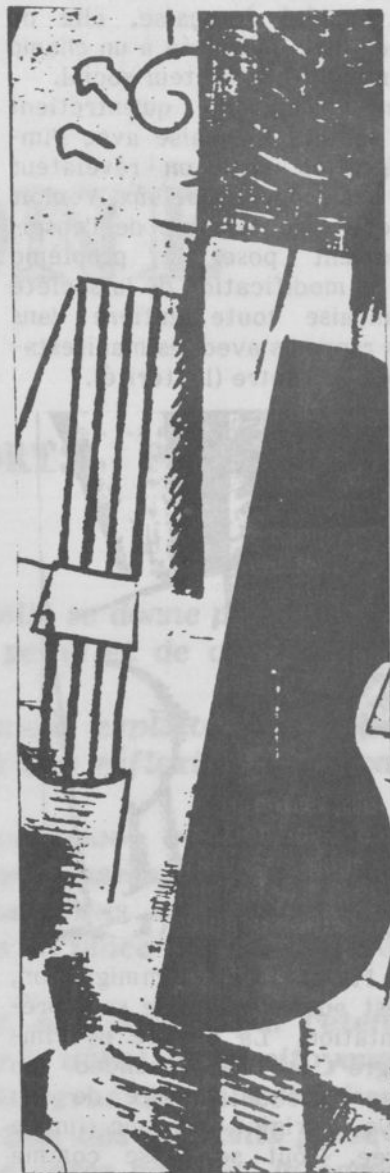
nition, se doit de protéger l'existence et l'expression des particularismes de la société française. Les minorités issues de l'immigration étant d'un certain côté hors jeu de la liberté d'exercice,* par son éviction du processus démocratique, elles posent un problème crucial pour notre société et nécessitent une réforme du droit commun non par un retour sur les acquis mais par le développement de ce droit.

A terme des mesures pratiques (dans l'enseignement, dans l'administration et dans les autres institutions) qui s'inspireraient des analyses de Paul Vieille amèneraient à faire évoluer de l'intérieur le droit commun et les institutions. Dans certains cas, certains pans de ce droit deviendraient caducs.

Dans une telle optique, l'immigration, loin d'être source de danger ou de péril pour les institutions, deviendrait facteur d'évolution de ces mêmes institutions.



Eric



(1) D'autres articles de la revue traitent plus concrètement de ces questions. Deux associations travaillent déjà dans cette perspective d'une formation à l'altérité.

Le GFEN (Groupe français d'éducation nouvelle)

6 avenue Spinoza

94200 IVRY

Tél 46.72.53.17

Le CEFISEM (Centre d'étude pour la formation des enseignants spécialisés pour les enfants des migrants)

56 avenue des Batignolles

75017 PARIS

Tél 43.87.61.15

* liberté d'exercice : liberté d'association, de réunion, d'opinion, de pratiquer la religion de son choix...

* disponible en documentation.

billet

Etre ou ne pas être.... Français

Nous parlons de français et d'immigrés comme si les choses étaient si simples. Et c'est vrai que notamment pour les dispositifs de formation, les choses sont simples. La ligne de partage est celle de la nationalité et du statut. Les centres de formation accueilleront suivant leurs sources de financement des français ou des français des DOM-TOM ou des migrants ou des réfugiés, à moins de co-financements entre le FAS et d'autres partenaires financiers.

Avec de tels critères, on arrive à des situations cocasses : un étranger qui vient d'être naturalisé ne peut plus théoriquement relever de formations destinées à des migrants comme si, par l'enchantement de sa naturalisation, ses besoins en formation avaient changé.

C'est dire qu'une fois de plus, la situation juridique d'un candidat à la formation n'est pas un détail... et que les besoins d'une orientation ne sont pas un luxe... en attendant que la logique des dispositifs de formation ne change.

Dans ce billet, Agnès nous rappelle comment on devient français.

La Goutte d'Or au mois d'août, son soleil accablant, ses trottoirs, ses enfants, nombreux, très nombreux et qui courent partout. Visiblement s'ils ne partent pas en vacances, ils sont quand même bien bronzés ces petits... Ben ils sont français à 90 % ceux-là, n'en déplaise à certains.

Comment le devient-on en cette fin d'année du bicentenaire de la révolution française? (il reste un mois pour la placer).

La transmission de la nationalité allie le "jus sanguis" (droit du sang) et le "jus soli" (droit du sol) dans une série de combinaisons.

- Tout individu est français si un des ses parents, quel que soit son lieu de naissance. (jus sanguis)

- Tout individu est français s'il est né en France d'un parent né en France (métropole, DOM, anciennes colonies) (jus soli)

- Toute personne née en France acquiert la nationalité à 18 ans si elle réside les cinq années précédant sa majorité sur le territoire (jus soli).

Mais on peut devenir français par naturalisation soit par mariage (en épousant une berrichonne ou un bourguignon) soit après 5 ans de résidence et dans ce cas on peut l'obtenir pour soi, son conjoint et ses enfants mineurs.

Ou enfin par réintégration de nationalité : toute personne ayant été française à un moment de sa vie peut la solliciter à condition de résider en France. Si la théorie est simple on ne devient pas français comme ça. Y a des conditions que diable, mais ce n'est pas le sujet.

Qui sont-ils ces nouveaux français ?

Des jeunes qui n'ont rien demandé à personne et qui se retrouvent avec une carte d'identité beige foncée par le hasard du lieu de naissance. D'autres se bagarrent ferme pour l'obtenir. Certains n'en ont pas pour autant renoncé à certains traits culturels traditionnels, (la polygamie par exemple).

Nous avons des familles mosaïques. Les parents sont étrangers, les plus jeunes,

français ; 2 ou 3 ont des cartes de résident et devront se faire naturaliser s'ils le désirent; quant à l'aîné, sans papiers, lui il n'a qu'à se tenir tranquille. Ou bien des grands parents qui sont restés français, les parents, naturalisés, le sont devenus et les enfants pourront le devenir. Toutes les combinaisons sont possibles.

La nationalité confère certains droits. Dans ces familles, certains pourront être fonctionnaires et voter. Les autres devront veiller à ne pas rester trop longtemps au chômage, au risque de se voir retirer leur titre de séjour.

Enfin, pour les habitants des "taudis" du 18è, le fait d'être ou non français ne changera rien aux conditions de vie, à l'échec scolaire ou au chômage ni à leurs difficultés d'accès au logement.



Agnès

AGFAS et de SH

Là, à chaud, juste en quelques mots : est-ce que tu trouves que ça aurait du sens ou non que l'association ouvre ses actions, ou certaines de ses actions à des français ?

Katita (Laghouat Femmes)

" Oui, tout à fait. Et ce serait bien aussi pour l'intégration des immigrés de ne pas faire toujours des choses séparément. Pour le logement, ça pourrait tout à fait se faire, quand il y a des permanences logement. Pour la préformation, je pense que ça serait beaucoup plus compliqué. C'est quand même vaste le public qui peut être formé si on prend les français avec.

Dans l'alpha, il me semble que ce serait possible. Il faudrait remodeler les niveaux: dans le premier, pour ceux qui ne savent pas parler du tout, il n'y aurait pas de français, mais dans les autres, ça me paraît tout à fait possible. Il y a plein de français illettrés.

Si les français venaient dans les cours, ils auraient une autre vision des migrants. C'est vrai que l'ambiance, dans les cours d'alpha, est super. Ils verraient -surtout que les illettrés sont des gens d'un niveau social à problèmes- qu'il n'y a pas qu'eux qui ont des problèmes, que ce n'est pas toujours évident non plus pour les migrants. Ça leur permettrait d'avoir un contact tout simplement avec eux. Le contact qu'ils n'ont pas tous les jours, ou qu'ils ont mais d'une manière un peu dure, dans la rue. Ce serait un lieu où ils pourraient se rencontrer en disant autre chose que "Mettez la radio moins fort". Ce serait un lieu extérieur à leur vie de tous les jours".

VIVE LE.
belleville Réi S
h

Suzanne (Laghouat Femmes)

i " Il faut que je réfléchisse. Enfin, répondons spontanément : oui. Je répondrais "oui" parce que je pense qu'il y a des français qui ont autant besoin de formation. Ils sont parfois dans des situations pires que celles des stagiaires qu'on accueille ici. Mais ce que je suis incapable d'apprécier, parce que je ne l'ai jamais vu, c'est comment ça pourrait se faire. Je pense que, de toute façon, ce serait bien. Ce serait difficile, ce serait délicat mais, se connaître, travailler ensemble, voir les problèmes des uns et des autres, ça me semble positif.

Et il me semble que l'intégration commence à l'école. Elle réussit à l'école. L'insertion serait favorisée par le fait qu'ils se rencontreraient. Ça ne nuirait ni aux uns, ni aux autres.

d Quand j'ai fait de la remise à niveau à l'AJAR, il y avait des français et des immigrés de 18 à 25 ans. Il n'y avait aucun problème. Ça me semblait positif à ce moment-là. Ils avaient les mêmes problèmes, les mêmes objectifs, les mêmes manières d'envisager ces problèmes, le même genre de vie quotidienne. Ça me semblait positif et ça marchait. Je n'ai jamais vu de conflits ni d'histoires parce que les uns étaient migrants et les autres français. Maintenant, c'était des jeunes".

La



Solange (Pyrénées)

" Pas pour l'alpha, pour les autres actions peut-être. Pour l'alpha il faudrait changer vraiment tout. Parce que, là, on a un public spécifique, des méthodes pour ce public. Mélanger avec des français, il ne me semble pas que ça marcherait. Si tu veux encore un peu prolonger la question, je suis contre mélanger l'illettrisme avec l'alpha.

Pour les autres actions, je ne suis pas assez au courant pour pouvoir trancher. Je pense que ça pourrait être possible.

Les illettrés, ce sont des gens qui ont des problèmes sociaux très graves. Les mélanger avec des personnes qui ont d'autres problèmes sociaux, c'est délicat. En plus, ils ont été scolarisés, alors leur vision de l'école et de l'apprentissage est complètement différente. Je pense qu'avec les méthodes qu'on emploie maintenant, avec les structures qu'on a, ça ne peut pas marcher.

Il faudrait penser une autre structure. Mais ce serait complètement une autre association, avec d'autres objectifs".

Eric (Gare de Lyon).

" Si on veut aller vers une société pluriculturelle, il ne me paraît pas possible de s'en tenir à une position de "solidarité avec les immigrés".

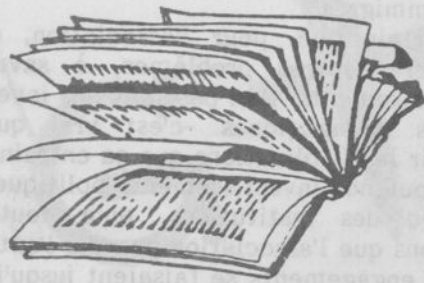
Il est certain que, pour l'association, ça peut poser d'autres problèmes, à savoir nos investissements. Non pas tant nos investissements pédagogiques -c'est vrai qu'il faudra voir les implications que ça entraîne- mais surtout nos investissements politiques. Au regard des institutions, pour toutes les positions que l'association prend à l'extérieur, nos engagements se faisaient jusqu'ici par rapport aux immigrés. Si on accueille les français dans nos actions, je crois qu'il faut un débat là-dessus (NDLR : Ben l'AG, ça sert à quoi ?).

L'association s'est créée dans les années 60, non ? Depuis, il y a quand même une grosse évolution dans la société française. Il y a l'apparition des nouveaux pauvres et l'approfondissement des écarts, qui sont encore plus criants maintenant.

En plus, on peut se poser la question : parle-t-on d'intégration des immigrés ou parle-t-on d'ouvrir la société française pour qu'elle devienne réellement pluri-culturelle, qu'il y ait interférence des différences, enrichissement réciproque. Si on définit la société future en termes de réciprocité, on peut se demander pourquoi, dans ce cas-là, nous n'agissons qu'avec un public immigré. Surtout que le public français auquel on s'adresserait vit dans les mêmes quartiers et subit les mêmes problèmes, moins crument sûrement dans certains domaines. Moi, ça ne me semblerait pas du tout anormal par rapport aux statuts de l'association".



BEBE BOUQUINE



les autres aussi

Le 28 (rue Laghouat pour les distraits, les sourds et les mal-entendants)-Le centre interculturel de la Goutte d'Or - possède depuis janvier 89 une halte garderie, où travaille comme salariée à mi-temps, Edith, assistée de Néné et d'une TUC. Première fonction de ce lieu : accueillir les enfants pendant les cours d'alpha ou le temps d'une course ou d'une journée de démarches pour dépanner les mères. Mais ce temps est aussi une possibilité d'ouverture pour ces tout-petits.

Premiers pas de l'enfant hors de la cellule familiale, dans un lieu aménagé à sa mesure et doté de jouets, de jeux éducatifs, de miroirs, ... où l'on peut aussi "jouer à l'eau" ... et courir un peu ... ce qui, compte tenu des conditions d'habitat à la Goutte d'Or représente une grâce presque rare...

... Et puis il y a aussi une ouverture possible sur le monde des livres. Mais est-ce vraiment une priorité dans ce quartier qui ne compte pas une seule librairie, à peine un petit dépôt de presse - scotch - crayons de couleurs... et une toute petite bibliothèque de la ville de Paris qui doit sa survie à la persévérance de la bibliothécaire responsable qui se bat pour son maintien?

Laissons Edith nous en parler....

Fin septembre, pendant 3 jours, j'ai participé à un stage "Livre et Petite Enfance", organisé par l'association "Santé et Communication".

Par ma formation d'éducatrice, je suis bien sûr amenée à ouvrir des livres avec les enfants mais je n'ai jamais été grande lectrice et regarder un livre avec un enfant est loin d'être mon activité préférée !! Je suis donc allée à cette formation les mains dans les poches et les pieds traînants. C'était gratuit et

je suis toujours curieuse de rencontrer des gens !!! Voilà toute ma motivation de départ...

Et ce fut une révélation car les animateurs étaient tellement convaincus qu'ils ont fini par me convaincre. Les intervenants étaient des personnes qui ont l'habitude de travailler concrètement sur le terrain, dans des lieux d'accueil pour enfants (crèches, haltes-garderies et P.M.I...). Ils connaissaient donc parfaitement les difficultés que l'on

rencontre dans ces lieux où raconter, lire n'est pas toujours chose facile.

Pendant ce stage j'ai surtout apprécié l'association ACCES (Association culturelle contre les exclusions et les ségrégations) qui s'est donné comme mission de prévenir les difficultés qui naissent du rejet de l'écrit par l'enfant et les exclusions qui en résultent le plus souvent. Cette association propose des stages de sensibilisation et de formation autour du livre et du tout-

petit (de quelques mois à 3-4 ans). Pour eux il ne s'agit pas d'apprendre à lire aux tout-petits mais de les familiariser avec les livres : que les enfants puissent toucher les livres, les caresser, les lécher, les mordre, en admirer les couleurs, les images, écouter la voix qui berce et la musique du récit, partager un moment d'intimité et de calme avec un adulte qui lui est proche.

...C'est alors que le loup...

Leurs animations autour du livre se passent toujours en présence d'adultes que les enfants connaissent bien (leurs parents, des éducateurs, des auxiliaires puéricultrices). Cette façon de faire permet qu'après l'animation tous échangent sur les réactions des enfants; elle permet aussi à l'animatrice d'être toute à son récit. Et de voir qu'un enfant apparemment très accaparé par un jeu est en même temps très réceptif à l'histoire ou qu'un autre qui ne paraît pas du tout intéressé par une histoire qu'il connaît déjà, entre dans le récit quand survient tel événement qu'il aime particulièrement (et le loup entra dans la maison...)

Etant une petite association, ils ont de relativement petits moyens. Pour une animation, ils demandent donc qu'on les contacte 2 à 3 mois à l'avance.

ACCES

Pour le courrier :
20 Rue Soufflot 75005 PARIS
Par téléphone :
le lundi matin :
Jacqueline ROY tél :
45.89.08.55



Ceci dit, on peut s'interroger. Pourquoi des livres chez les tout-petits ?

René DIATKINE, qui est psychiatre pour enfants et membre d'ACCES, nous en donne quelques raisons. Un peu de théorie donc. Pour lui, le développement de la personnalité de l'enfant passe par l'imaginaire.



"L'univers "rêveries" est familier au tout jeune enfant et ce sont elles qui sont génératrices de pensées. On accède à la réflexion sur le monde par parcours dans le rêve et la poésie. On ne peut s'intéresser à l'environnement dans son aspect réaliste, avec le projet de le modifier, qu'après un long passage de la pensée dans l'imaginaire, où prend place le plaisir du texte avec tout ce que ça comporte du point de vue du fonctionnement mental et la capacité de penser".

Ouvrir un livre, c'est partir dans l'imaginaire. Le livre, c'est le langage du récit avec un début et une fin, avec une construction, avec une intonation aussi et une relation privilégiée à l'adulte. Cette langue écrite permet de se représenter le passé et d'imaginer le futur. Les histoires et les contes permettent la représentation d'images mentales.

Et puis cette familiarité avec le livre introduit tout naturellement à la lecture qui est la condition première d'une réussite scolaire. Elle introduit aussi à l'autonomie puisque la lecture sera par la suite un acte solitaire. D'après lui, tous les enfants

jusqu'à 3-4 ans ont un "grand appétit" du livre.

Le livre véhicule pour de grands voyages...

Dans ce stage, j'ai rencontré aussi des militants de la lecture, membres de l'AFL (association française pour la lecture). Leur leitmotiv est "la lecture c'est très simple si c'est l'affaire de tous" ! Selon eux, pour devenir citoyen, la lecture est primordiale. L'insertion ou la réinsertion passe par elle.

Si c'est l'affaire de tous, c'est donc aussi la nôtre. En tant qu'association touchant enfants, jeunes et parents, nous pouvons servir de relais



efficace dans la mise en oeuvre d'actions autour du livre. C'est aussi à nous de sensibiliser les parents à l'importance du livre et de la lecture dès le plus jeune âge.

La halte-garderie du centre social Laghouat a le projet de travailler cette année 89-90 sur ce thème "Livre et petite enfance". Avec deux haltes-garderies du quartier (celles de l'ASSFAM et d'Accueil Goutte d'Or) nous retrouvons pour établir un projet qui pourrait s'intituler "Des livres, des enfants et des mères".

Nous aimerions emmener les enfants à la bibliothèque du quartier, leur raconter des histoires et proposer aux mères une animation autour du livre. Ce projet suppose un travail d'équipe entre la halte-garderie et les moniteurs

(trices) des cours alpha pour les femmes. Le projet sera à discuter et à animer ensemble.

L'intérêt de cette démarche est de sensibiliser les mères pour qu'elles réalisent que leurs enfants sont attirés par les livres, que c'est un plaisir pour eux de s'évader par l'image et le récit, et que cette familiarité avec le livre est une belle préparation à l'apprentissage de la lecture.

Bref que c'est de son ou de ses enfants qu'il s'agit et de leur avenir !

... Des outils pour poursuivre...

De plus, en parallèle avec la campagne contre l'illettrisme, l'IDEF (Institut de l'Enfance et de la Famille) va lancer une campagne "Ouvrez les livres aux bébés" dès novembre 89. Le titre de cet article est d'ailleurs un de leurs slogans. Cette campagne consiste à former et à sensibiliser les professionnels et à mieux informer le "grand public" en créant des outils pour les médiateurs et les animateurs relais (vidéo,

stages, récit d'expériences...).

L'adresse de ce lieu-ressources :

IDEF

3 rue Coq Héron 75001 Paris
tél : 40.39.90.03

Enfin quelques adresses qui peuvent être également utiles :

"La Joie par les Livres"

8 rue Saint-Bon
75004 PARIS
Tél : 48.87.61.95

Ce centre national de documentation du livre pour enfants publie une revue qui contient à la fois des articles de fond et des recensions des dernières parutions des livres pour enfants... ainsi que des annonces de stages. (Prix de l'abonnement 150 F)

Le n° 119-120 (1988) porte précisément sur le "Bébé lecteur" (60 F).

Association de recherche et de pratique sur le livre pour enfants"

8 rue de Lille
92000 NANTERRE
Tél : 47.60.25.10

Cette association publie une revue 3 fois par an avec une sélection de livres pour enfants. Elle peut organiser des stages sur demande. (Abonnement : 90 F)

Et pour finir, une revue de référence :

le n° 1093 (juin 86) de Hommes et Migrations (disponible en doc). L'entièreté du numéro est consacré à la petite enfance. Parmi les articles du numéro :

"Les activités du groupe AC-CES" (Jacqueline ROY)

"Le rôle essentiel du livre et du récit" (Marie BONNAFE).

Edith



DU COTE DE VILLIERS - LE - BEL

Un stage de préparation à l'emploi

Toujours dans le cadre de notre questionnement, nous avons contacté le CEFEP (Centre de Formation et d'éducation populaire), à Villiers le Bel, au nord de Sarcelles (1). Le CEFEP est une association loi 1901, relativement importante puisqu'elle emploie 25 formateurs permanents, ainsi que 10 avec des contrats à durée déterminée et une dizaine de vacataires.

Le CEFEP propose donc une variété de stages pour adultes et jeunes, accueillant des publics de niveaux différents. L'association organise également un accueil général, qui lui permet de contacter un public très varié. Nous avons rencontré Françoise HARDOUIN, chargée de cet accueil-orientation ainsi que Dominique CULOT, qui est formatrice notamment dans les stages de préparation à l'emploi appelés aussi "stage illettrisme".

Elles nous font part de leur expérience de travail avec un public mixte, français-étrangers.

Autour du centre-ville de Villiers le Bel, ancien village et son église, s'étalent des cités à perte de vue.

C'est au sein de l'une d'elles que se niche l'ancien collège abritant le CEFEP. Long bâtiment d'un étage dans lequel on pénètre par un grand hall aux murs nus et à la résonance bien particulière des écoles. Quelques personnes le traversent, d'autres attendent devant la loge, située à gauche, qui est le bureau d'accueil.

Le CEFEP est dans ces locaux depuis sa création en 1975. C'est donc là que se déroulent la dizaine de stages proposée à des adultes, chômeurs de longue durée, français ou immigrés.

(1) Adresse du CEFEP :
12 Rue de Goussainville
95400 VILLIERS LE BEL
Tél : 39.87.34.22.



Précisons que la plupart de ces stages sont co-financés par le FAS et le FNE (1). Ce qui permet effectivement d'accueillir aussi bien des français que des étrangers. Seule, une préformation où les stagiaires sont presque tous originaires d'Afrique centrale, un stage d'alphabétisation et un stage linguistique (français langue étrangère) restent des formations non mixtes.

Ces formations vont du stage de préparation à l'emploi dit "stage illettrisme" aux stages qualifiants qui visent l'obtention d'un C.A.P. Entre les deux, d'autres formules existent: des stages de réinsertion en alternance dont le public a été plus de deux ans au chômage, des stages modulaires et des stages courts d'un ou deux mois qui sont des phases d'orientation approfondie.

Selon Françoise Hardouin, responsable de l'accueil-orientation et du recrutement, "quand on parle de bas-niveau de formation, on rencontre autant de français que d'immigrés". Il n'y a pas de différences notables qui caractériseraient l'un ou l'autre "groupe". Un certain nivellement social fait que les problèmes rencontrés par ces personnes sont les mêmes : logement, famille,

insertion sociale etc.

Un rapport différent face à l'écrit

Pour Dominique Culot "il y a autant d'histoires d'illettrisme qu'il y a d'histoires individuelles". Elle a eu à l'expérimenter dans le dernier stage qu'elle a mené de "préparation à l'emploi". Dans ce stage se sont retrouvés 7 français et 10 immigrés d'origines diverses (Ivoirien, Comoriens, Malgaches, Pondichériens, turcs...), tous peu scolarisés en français ou dans leur langue d'origine.

Elle a travaillé par exemple avec des français de plus de 50 ans, d'origine rurale qui ont connu une scolarité en pointillé au gré des récoltes, ou bien des jeunes, qui après un passage en classe de type CPPN ont été marginalisés (incarcération, toxicomanie...). La principale observation concernant ce public se rapporte à l'attitude différente des français ou des migrants par rapport à l'écrit "le public migrant est moins bloqué que le public français, tout simplement parce qu'en général, ne pas savoir lire et écrire, dans le pays d'origine, est plus normal. Ce n'est pas culpabilisant comme ça l'est en France". De ce fait, la notion d'apprentissage pour les migrants est plus neuve, alors que pour les français elle représente un échec. Elle constate aussi, que pour cette raison, il est beaucoup plus difficile de travailler avec des illettrés français qu'avec des illettrés migrants et qu'il est également difficile de les recruter.

"Il y a une différence à faire entre blocage et motivation : tous les stagiaires sont motivés pour l'emploi.

Or, l'apprentissage de la lecture et de l'écriture est une sorte de passage obligé entre le chômage et l'emploi, puisque même pour des travaux très simples, on demande de savoir lire et écrire."

Mais, pour certains, l'envie d'apprendre est bloquée par

cette culpabilité : "de toutes manières, je suis trop bête pour apprendre, ou trop vieux, ou je suis malade...".



Les maux de tête, les malaises ou autres maladies sont très fréquents. "Il y a somatisation en quelque sorte. C'est cette envie d'apprendre qui a été frustrée dès le départ et qui l'est encore".

Travaux de groupe sur projets communs

Pour ce stage qui durait quatre mois et demi (640 heures), dont 6 semaines en entreprise, une progression a été montée à partir de plusieurs outils pédagogiques. Tout d'abord, avec les théories de l'A.F.L. (Association Française pour la Lecture); ont été utilisés "ELMO zéro" et "LUCIL", qui sont des logiciels d'apprentissage de la lecture. A été exploitée aussi, la méthode de raisonnements logiques A.R.L. (les ateliers de raisonnements logiques), mis au point par le CAFOC de Nancy-^{(1)*}.

Enfin, les formateurs ont proposé au groupe de travailler sur plusieurs projets communs. Il s'agissait là de projets de sorties, de l'élaboration de carnets de bord pour les stages pratiques en entreprises et d'un projet interculturel, où chaque stagiaire présentait sa région, son pays à travers les coutumes, les paysages, les recettes de cuisines, etc. C'est lors de ce travail commun

que les rapports entre les stagiaires ont pu s'équilibrer. Le français comprenaient et parlaient mieux que les étrangers, alors que ces derniers, souvent plus à l'aise face à l'écrit rencontraient moins de difficultés sur ce plan. Ces projets ont donc renforcé la collaboration entre les stagiaires, sachant que l'un des principes des formateurs, était de les faire toujours travailler en petits groupes, ou deux par deux. Là aussi, Dominique Culot remarque que les personnes plus scolarisées, ont beaucoup plus de réticence à accepter des techniques d'apprentissage différentes. Elles ont une

* Cette méthode fait travailler sur des progressions d'exercices d'entraînement du raisonnement logique, basés sur les théories du projet.

image figée de l'école et du "prof".

L'utilisation de l'ordinateur s'est révélée très fructueuse. "La facilité avec laquelle les stagiaires se sont mis sur un ordinateur m'a étonnée", explique Dominique. "Il n'y a pas le barrage de l'écrit au départ, on passe directement à la lecture et on ne confond pas lecture et écriture. Lire et écrire en même temps, c'est trop". Les stagiaires se sont rapidement adaptés aux touches et aux codes. Les ateliers de raisonnement logique ont permis de débloquent pas mal de choses.

Au début, il y a toujours un petit problème d'image peut-on dire, car les blocs logiques utilisés ressemblent un peu à des jouets abstraits. Cela oblige à réinvestir constamment les exercices dans la réalité : mise en rayon dans un grand magasin, magasinage dans une usine, etc.

Notons également que les deux stages en entreprise, de trois semaines chacun, ont été de bonnes expériences dynamisantes pour les stagiaires.

10 stagiaires sur 17 ont retrouvé du travail

Les résultats d'un tel stage sont multiples. En ce qui concerne la réinsertion professionnelle dix stagiaires sur dix-sept ont trouvé du travail. Par ailleurs, beaucoup d'entre

eux cotoyaient pour la première fois des personnes d'autres ethnies et ont dit y avoir appris beaucoup.

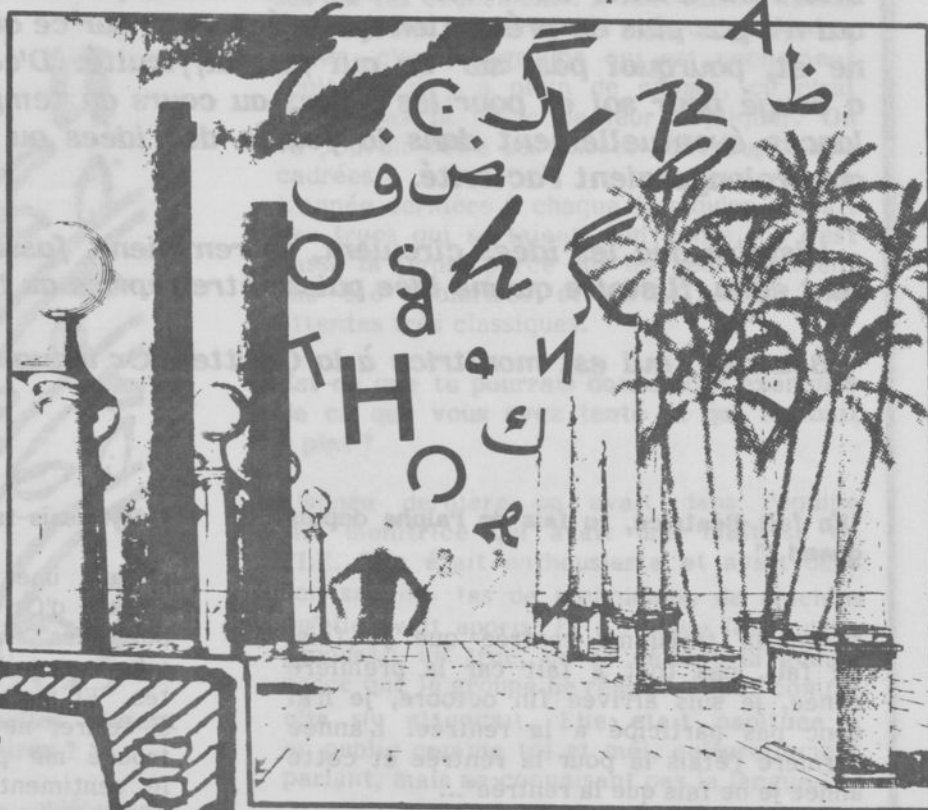
Dominique Culot en conclut qu'il n'y a pas plus de racisme dans un public en difficulté sociale que dans les autres, contrairement à certaines théories. Mais, à son avis l'image du CEFEP comme association accueillant beaucoup de migrants, permet aux candidats de se préparer à s'ouvrir à d'autres. "Il y a bien sûr des conflits, des à-prioris, puis peu à peu, des liens personnels se nouent".

Le décloisonnement Français-Immigrés de ces formations, outre l'aspect financier, est aussi rendu possible par le mode d'information, et

de recrutement des stagiaires. Ceux-ci passent en général par l'ANPE. Puis les objectifs annoncés du stage sont la préparation à l'emploi et c'est seulement ensuite, lors des tests, que les stagiaires sont répartis par niveaux.

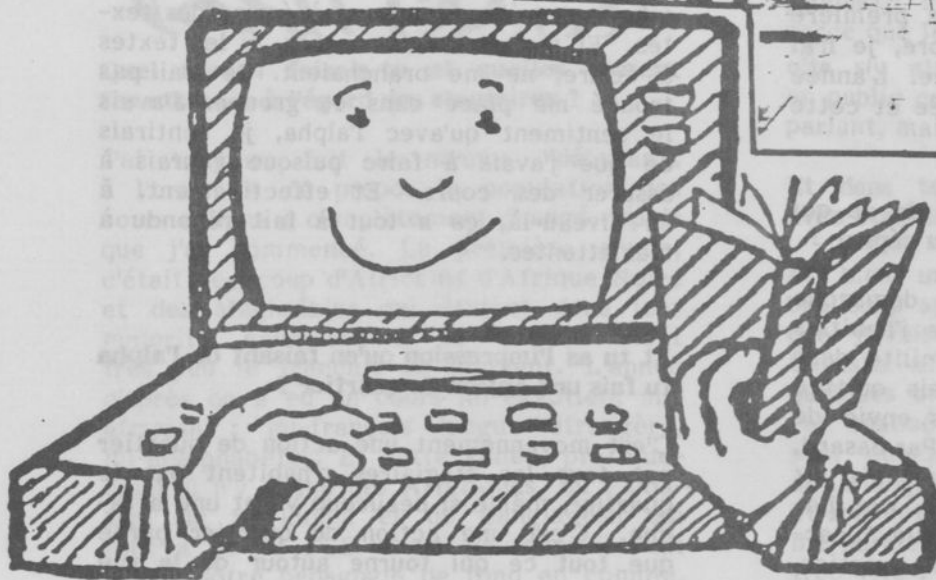
De tels stages sont de plus en plus nombreux depuis un ou deux ans car l'Etat finance un programme de lutte contre l'illettrisme "Mais", estime Dominique Culot, "ils sont beaucoup trop courts (640h)". Il faudrait au minimum un an, pour permettre aux stagiaires d'acquérir des bases solides dans les différents domaines abordés.

Eliane



(1) Le FNE (Fonds National pour l'emploi) est le plus gros organisme étatique de formation pour adultes en reconversion ou en recherche d'emploi.

CAFOC : Centre Académique de formation continue. Cette structure de l'Education Nationale assure des formations continues pour adultes, fait de la recherche et produit des outils pédagogiques.



VOYAGE AU CENTRE DE L'ALPHA

Interview d'un(e) bénévole d'alpha ou d'une permanence juridique. Interview qui n'a pas plus de prétention que d'échanger sur ce qui motive, ce qui passionne et, pourquoi pas, sur ce qui fait difficulté. D'échanger aussi sur ce qui a bougé pour soi et pour les autres au cours du temps, grâce à l'activité. De lancer éventuellement dans la foulée des idées ou des ébauches de projets qui prolongeraient l'activité.

Histoire que les idées circulent, se renvoient, fassent un grand flop ou fassent écho. Histoire qu'une idée puisse être reprise au bond avec d'autres.

Béatrice, qui est monitrice à la Goutte d'Or inaugure la série. Mille mercis.

"En fait Béatrice, tu fais de l'alpha depuis quand ?"

"C'est la troisième rentrée que je fais. En fait, pas tout à fait car la première année, je suis arrivée fin octobre, je n'ai donc pas participé à la rentrée. L'année dernière j'étais là pour la rentrée et cette année je ne fais que la rentrée"...

Est-ce que tu peux te souvenir de ce qui t'avait motivé à faire de l'alpha au départ ?

Je crois que c'est plutôt une démarche par rapport au quartier. Comme j'habitais à la Goutte d'Or, j'avais déjà milité dans une autre association que j'avais quittée pour un tas de raisons. J'avais envie de faire autre chose sur le quartier. Par hasard, j'ai discuté avec ma voisine qui m'a dit qu'elle donnait des cours le soir, rue Laghouat. C'était plus dans l'optique "quartier", avoir un autre regard sur le quartier, avoir avec des associations un contact différent de celui que je connaissais.

Que faisais-tu dans cette autre association ?

C'était une association d'habitants de la Goutte d'Or. Le boulot consistait à distribuer des tracts, à faire des démarches auprès des élus locaux ou à écrire des textes. Et moi ni les démarches, ni les textes à écrire, ne me branchaient. Je n'ai pas trouvé ma place dans ce groupe. J'avais le sentiment qu'avec l'alpha, je sentirais ce que j'avais à faire puisque j'aurais à assurer des cours. Et effectivement, à ce niveau-là, ça a tout à fait répondu à mes attentes.

Et tu as l'impression qu'en faisant de l'alpha tu fais une action de quartier ?

C'est moyennement une action de quartier car tous les stagiaires n'habitent pas le quartier, même si beaucoup y ont une attache. C'est une action de quartier parce que tout ce qui tourne autour de la rue Laghouat, les associations, les bénévoles, ce sont des gens qui fréquentent beaucoup

le quartier. Par ce biais-là, je me suis fait des copains, ce qui n'est jamais négligeable. Et petit à petit, la rue Laghouat est devenue un lieu que j'aime bien fréquenter, où j'aime passer dire bonjour. Ce qui d'ailleurs a été très long. Ça a duré au moins un an avant qu'on ne connaisse ma tête et que je ne connaisse les gens. J'aime ce quartier, je l'habite par choix, et paradoxalement j'avais l'impression de ne pas connaître la population immigrée qui y vit. J'y connaissais plein de gens mais ce n'était que des petits français comme moi, des petits "intellos" (sourires) qui étaient venus s'installer à la Goutte d'Or : "tu aimes cet endroit mais tu n'as pas beaucoup de contacts avec les gens. Les contacts que tu retrouves, c'est avec des personnes qui sont comme toi". Ceci dit, les contacts avec les stagiaires sont très sympas mais ne dépassent pas tellement le cadre de l'alpha, à part quand on se rencontre dans la rue, on essaie de se parler avec le bagage minimum qu'ils ont.



Quel niveau faisais-tu et quelles étaient tes attentes à l'égard des stagiaires ?

J'ai toujours fait le niveau "débutants à l'oral". A ce propos la population des cours d'alpha a complètement changé depuis que j'ai commencé. La première année, c'était beaucoup d'Africains d'Afrique Noire et des Maghrébins qui étaient dans leur majorité analphabètes et qui parlaient très peu le français en arrivant. L'année d'après on a eu un cours mi-égyptien, mi-africain ; mi-français langue étrangère, mi-analphabètes. Et cette année, pratiquement il n'y a que des Asiatiques, du Pakistan, du Sri-Lanka et du Bangladesh qui sont à 80 % FLE. C'est pourquoi il faut revoir notre pédagogie de fond en comble.



Avec Maryse, l'an dernier, on avait bien bossé. Là cette année, on est un peu dépassés par les événements. Il faut faire d'autres cours, avec une autre approche. Cette année, c'est un groupe qui est vachement "cultivé" il y a plein de choses, ce n'est même pas la peine de leur expliquer. On va pouvoir faire des choses beaucoup moins cadrées.

L'année dernière à chaque fois qu'on lançait des trucs qui sortaient d'un cadre, on s'est cassé la figure parce que les gens n'avaient pas été scolarisés et qu'ils avaient des attentes très classiques.

Est-ce que tu pourrais donner des exemples de ce que vous avez tenté et qui tombait à plat ?

L'année dernière on avait dans l'équipe une monitrice qui avait une maîtrise en FLE. Elle était enthousiaste et avait dans son sac des tas de techniques, de machins qu'elle avait appris. Et à chaque fois qu'elle proposait un truc, ça se cassait la gueule parce que le groupe ne réagissait pas comme elle s'y attendait. Elle était habituée à un public comme toi et moi, culturellement parlant, mais ne connaissant pas la langue.

Et dans ton cours, comment finalement avez-vous abordé l'oral ?

Et bien une expérience personnelle m'a beaucoup appris. Je me suis trouvée, alors que j'avais déjà une expérience d'alpha, touriste en Grèce, en ayant seulement quelques bribes de la langue. C'est là que j'ai réalisé où se trouvent les priorités pour quelqu'un qui a un bagage minimal de la langue. L'urgence à part les salutations et les mots comme "merci", "s'il vous plaît" me paraît être d'abord de dire "vous parlez trop vite", "je ne comprends pas", "pouvez-

vous répéter". Parce que dès que tu parles quelques mots, l'interlocuteur te parle à toute vitesse croyant que tu te débrouilles. C'est vrai que l'identité, il faut la travailler. Les questions qui reviennent tout le temps, c'est : "Qui tu es ?" et "D'où tu viens ?", bon d'accord, mais aussi "Depuis quand tu es là ?", "ce que tu fais" et "comment c'est chez toi ?".

En fait, cette expérience vécue est venue étayer et affiner les "théories" sur le contenu des cours de débutants à l'oral.

Par ailleurs, j'ai réalisé à quel point cette période où tu ne maîtrises que des bribes d'une langue, est vraiment la plus douloureuse et la plus ingrate. Quand tu ne connais rien d'une langue, tu te laisses porter, tu sais que tu ne comprendras rien, tu n'as plus que ton sens de l'observation pour appréhender les gens... Tu développes d'autres sens qui tournent autour de la communication non-verbale. Tu es attentif au contenant de la parole, aux mimiques, au ton de la voix, à tout ce qui se passe entre les interlocuteurs et tu captes pas mal de choses. Tu n'es pas agrippé à retrouver dans la conversation les quelques mots que tu connais déjà et que tu ne veux pas rater. Quand toute ton énergie est mobilisée par le fait que tu cherches à capter les rares indices que tu connais, tu perds cette acuité de perception de tous les signes qui entourent le langage, la langue.

C'est dans cette situation d'entre-deux que tu passes à côté de la communication.

Et pour les stagiaires de ton cours, est-ce que tu as l'impression que quelque chose s'est passé ou s'est débloqué ?

Comment on peut évaluer ça ? Aux gens qui reviennent par exemple ? La première



année, il y a très peu de gens qui sont revenus. Mais celui qui est revenu, il est resté toute la deuxième année, il était vachement accroché. Je crois que sa situation de boulot et de papiers s'est éclaircie. Je l'ai senti changer en deux ans.

Mais il est en train de se créer un problème rue Laghouat, c'est que les analphabètes vont être largués, ils deviennent minoritaires. Clignancourt nous envoie les FLE qu'ils ne peuvent pas accueillir.

Et en dehors des cours, est-ce que vous avez fait des sorties avec les stagiaires ?

Vers la fin on allait au troquet ensemble. On aurait peut-être dû faire plus de sorties. A part la fête d'Accueil où il y a pas mal de stagiaires de notre groupe qui sont venus, on n'a pas fait grand chose. On est happé par le quotidien, on sort du boulot en courant et on arrive au cours d'alpha.

Et toi, le mot "éducation populaire" qu'on emploie volontiers dans l'association, est-ce que ça te parle ? Par ailleurs tu travailles comme institutrice, est-ce que ce que tu faisais en alpha a quelque chose à voir avec ton boulot d'instit. Ou est-ce tout autre chose ?

"Education populaire" pour moi ça ne veut pas dire grand chose. Je sais qu'on en a parlé à l'université d'été où j'étais mais ça ne m'a pas laissé un souvenir très marquant. Pour moi, ça a une connotation très "années 70". Cette expression aurait plus de sens pour moi dans l'école que dans les cours d'alpha. "Education populaire" ne va pas tellement pour moi avec le public-migrant. Je verrais plutôt ça dans le cadre d'un public français illettré. Je n'ai jamais rapproché ce mot des cours d'alpha.

Sinon il y a des choses que j'ai apprises en alpha qui m'ont servi pour l'école et réciproquement. Au niveau de ce que j'essayais de faire en langage avec les gamins, je me suis servie de "trucs" que j'utilisais en alpha car beaucoup d'enfants arrivent en parlant à peine français.

Est-ce que tu trouverais pertinent que dans les cours on s'adresse également aux illettrés ?

Mélangés ?

Oui

Je ne sais pas (silence). Je ne sais pas ce que ça pourrait produire. Il faudrait avoir un équilibre de nombre. Je crois que l'expérience prouve que quand il y a des gens minoritaires, soit du point de vue ethnique,



soit quand il y a une seule femme dans un groupe d'hommes, soit un ou deux analphabètes dans un cours FLE, c'est dur de résister pour eux. Donc il faudrait un équilibre de nombre. Je ne me rends pas compte. En tout cas dans le niveau que je fais, ce n'est pas possible puisque ce sont des gens débutants à l'oral.

Ca concernerait donc plutôt les groupes qui font de l'écrit ?

Oui. Mais pour moi un groupe de débutants à l'écrit fait encore beaucoup d'oral. Ça fait que je ne sais pas si ce serait possible. Ça se justifie peut-être plus pour des niveaux plus avancés qui s'expriment déjà bien, qui n'ont pas de problème de compréhension et qui s'axeraient plus sur la compréhension de textes écrits.



Et toi, qu'as-tu retiré en faisant de l'alpha ?

J'ai aimé travailler avec des adultes. Le groupe d'adultes est très gratifiant et le groupe d'oral peut-être encore plus parce que les gens au départ ne parlent presque pas et en fin d'année on arrive à parler.

C'est quand même génial parce qu'au départ tu ne peux pas communiquer et à la fin tu arrives à des échanges.

Quand j'étais instit, je n'avais jamais envie d'y aller parce que c'était encore me plonger dans des problèmes pédagogiques. Quand je sortais d'un cours d'alpha, j'avais une pêche pas possible parce que j'avais l'impression que le contact était bon, que les gens étaient contents d'être là, qu'ils continuaient à venir alors que c'est dur de venir après le boulot, qu'ils progressaient.

Quand tu vois des gens qui viennent d'un bout à l'autre de l'année sans manquer, c'est extraordinaire. Et c'est une sorte d'évaluation : "Sans doute que ça leur apporte ce qu'ils attendent puisqu'ils continuent de venir". Donc c'est une satisfaction personnelle.

Et est-ce que tu as un regret ?

Ce qui m'a déçu ? Je crois que ce qui est capital, c'est l'équipe de moniteurs avec lesquels on bosse. Moi j'ai passé une très bonne année l'an dernier avec Maryse (que serais-je sans toi ? NDLC) que ça intéressait vachement. On a toujours cherché des solutions quand on avait des problèmes, quand on voyait que ça n'allait pas. On

essayait de changer de progression : on a rencontré Mohamed Ouadi qui est venu voir notre cours. On a discuté d'une autre stratégie à adopter.

Mais tu ne tombes pas toujours avec des gens comme ça. Et je ne veux pas passer ma vie au cours alpha parce que je fais

aussi d'autres choses en sortant du boulot. Mais Je n'ai pas envie d'arriver à 7 h 10 les mains dans les poches et de bafouiller pendant deux heures avec les stagiaires sans essayer de savoir ce qu'on fait.

L'année d'avant j'étais avec des gens très sympas mais on n'arrivait pas à bosser un peu sérieusement. On se réunissait, on passait en revue les thèmes qu'on allait voir mais on ne réfléchissait pas à comment les aborder et aux structures qu'on allait plus particulièrement travailler. Alors qu'en fait ce qu'il faut arriver à faire c'est de croiser les thèmes et les structures, les acquisitions de langue, chose qui n'est pas toujours facile à réaliser.

Il y a donc beaucoup de conditions pour que ça marche bien : s'entendre avec les gens de l'équipe, arriver à se coordonner, à être sur la même longueur d'onde, pour ce qu'on cherche à faire et avoir un minimum de conscience du public qu'on a en face de soi. Il y a des gens avec qui j'aurais beaucoup de mal à fonctionner en équipe car ils n'essaient pas de s'adapter à leur public.

Et vous vous êtes choisis ?

En fait la première année, j'ai choisi le niveau en fonction des moniteurs qui m'ont paru sympas. C'était très clair. Et puis c'était un bon choix, parce que même si petit à petit j'ai découvert que le boulot n'était pas tout à fait comme j'avais envie qu'il soit, on se coordonnait quand même parce qu'on s'aimait bien. C'était plus facile car quand tu as une vie où tout le monde fait plein de trucs et où c'est difficile de trouver un soir par mois pour se voir, si on s'aime bien, on arrive à le trouver.

L'année d'après ça s'est aussi pas mal passé. Je crois qu'il faut, - là je l'ai dit très claire-

ment aux nouveaux moniteurs cette année -, il faut absolument se coordonner. Parce que quand tu vois parfois un type donner un cours le mercredi sans savoir ce que ceux du lundi ont fait, ça n'a aucun sens. Il faut au moins arriver à se dire entre les cours ce qui a été fait et bien utiliser le cahier de liaison.

Aux réunions d'équipe, j'ai toujours eu l'impression d'être dans un niveau où la coordination se passait pas mal. Je crois que ça tient vachement à l'affectif qu'une coordination marche ou ne marche pas.

Un autre regret, c'est que nous n'avons pas pu élaborer d'instrument d'évaluation des cours.

Et est-ce que tu as quelque chose d'autre à dire ?

Oui. (rires) Quand je suis arrivée dans l'association, personne ne m'a rien dit sur le temps que ça allait prendre. J'ai découvert petit à petit que ça prenait pas mal de temps. Alors quand je vois les nouveaux moniteurs, sans les affoler, je leur dit quand même qu'il y a le cours, la préparation du cours ensemble si on est deux, les réunions des moniteurs qui interviennent sur le même groupe plus les réunions de toute l'équipe rue Laghouat, puis les formations rue Piat.

Peut-être personne n'a pensé à me le dire. J'ai eu l'impression qu'on avait peur d'affoler les gens. Moi je leur dis qu'à la fois c'est très sympa, que les contacts avec les stagiaires c'est vachement bien, qu'entre moniteurs au bout d'un an ou deux on se connaît. Que c'est bien quoi. Mais je trouve qu'il faut quand même dire le temps que ça prend.

Interview réalisée par Claire



PAS DE QUARTIER POUR L'ÉVALUATION

Au printemps 88, le secteur alpha-femmes de Villeneuve-La-Garenne a répondu à l'invitation de l'association PASSION, chargée par le FAS-Ile de France, sur le département des Hauts de Seine, d'une mission expérimentale d'aide aux associations qu'il finance (ici Accueil et Promotion) pour l'évaluation de leurs actions.

Le travail s'est fait sur une adhésion volontaire autour d'une réflexion sur le principe que toutes les actions peuvent et doivent être évaluées afin de connaître leur utilité en soi (efficacité, pertinence, cohérence) et de savoir si les objectifs ont été satisfaits. Une telle évaluation permet aussi de vérifier l'adéquation des moyens utilisés et est, enfin, un outil de décision : faut-il maintenir, modifier ou supprimer l'action ?

فرقة الكندي
موسيقى عربية تقليدية
قانون عود ناي كمان دربوكة



L'équipe d'alpha de Villeneuve a choisi, contrairement à ce qu'on attendait d'elle, de ne pas limiter l'évaluation à l'action pédagogique classique, mais de prendre en compte l'ensemble de l'action alpha, à travers un projet qui devait être réalisé à très court terme, et qui pourrait ainsi être testée en temps réel : la fête de fin de Ramadan.

**Pour évaluer...
... connaître ses objectifs**

"Nous avons l'habitude, jusqu'alors de faire cette fête de manière presque spontanée : les stagiaires apportaient les gateaux, les animatrices préparaient la salle, accueilleraient, "encadreraient". Cette année, nous voulions en faire un projet travaillé, réfléchi et qui serait partie intégrante du cours.



Nous nous sommes tout d'abord posé la question de savoir pourquoi nous faisons cette fête et pourquoi nous ressentions le besoin de la faire de manière différente. Cela nous a amenés à déterminer des objectifs. Ensuite nous avons établi pour chaque objectif des indicateurs d'évaluation qui nous permettraient, lors de la réalisation de juger si le but poursuivi avait été atteint, et dans quelle mesure (voir encadrés 1 et 2).

Célébrer les fêtes est un projet naturel chez les stagiaires. Accepteraient-elles de l'organiser sur plusieurs semaines? Il fallait avoir leur adhésion préalable. Nous avons donc

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE L'EVALUATION

1- Permettre aux femmes musulmanes d'être reconnues en tant que telles et de réaliser une fête de leur communauté où des femmes d'autres cultures trouveraient leur place.

- Participation à la fête;
- Présence de non-musulmanes;
- Intégration des animatrices (françaises);
- Echanges interculturels.

2-Vérifier et conforter les acquis des cours d'alphabétisation: capacité de travail en groupe, expression orale, aptitude à prévoir, organiser, utiliser l'information.

- Participation quantitative et qualitative des femmes: préparation de la fête, organisation de la discussion, délais, distribution et prise en charge des tâches, préparation et prise en charge du goûter, organisation et prise en charge des invitations, organisation et diffusions des informations sur la fête...

3-Obtenir une meilleure intégration des femmes dans les cours et le Centre Social.

- Expression et initiatives prises par les femmes au cours d'alpha par la suite (en particulier pour celles qui s'expriment le moins volontiers);
- Appropriation du Centre Social par les femmes et contacts pris avec les permanents.

4-Permettre à des solidarités de se développer.

- Observation des échanges de groupe à groupe.

5-Améliorer l'intégration des femmes dans la cité.

- Participation à l'association de parents d'élèves;
- Participation à la fête de l'école;
- Participation à la fête du quartier.

6-Favoriser l'émergence de projets.

- Demandes des femmes : autres fêtes, sorties, projets collectifs;
- Initiatives des femmes (mêmes domaines).

organisé pendant le cours une réunion de tous les groupes



d'alpha. Pendant les quatre semaines suivantes, la réflexion s'est poursuivie dans chacun des groupes (travail oral), avec des mises en commun régulières, le groupe "débrouillé" prenant en main l'animation de ces réunions (organisation de la prise de parole, rappel des décisions antérieures...). Des comptes-rendus étaient faits et servaient ensuite d'exercices de lecture et de base de discussion. Des lettres

d'invitation pour les amies ou les anciennes furent élaborées dans le groupe "débrouillé". La décoration de ces lettres, la liste des invitées furent faits en commun par un petit groupe. Toutes les femmes ont participé, musulmanes et non-musulmanes, au-delà de nos prévisions. Pas d'absentéisme pendant cette période. Toutes celles qui avaient pris

des responsabilités dans l'organisation (musique, préparation de la salle, présentation de la table, service du thé et rangement...) les ont honorées. Cette fête est vraiment devenue leur fête : la salle était archicomble !

Affiner les indicateurs de l'évaluation

Nous avons fait le bilan de la fête avec les stagiaires. Mais, alors que les animatrices étaient euphoriques -la plupart des indicateurs étaient positifs- les stagiaires ont été critiques : des invitées n'avaient pas mis leur robe de fête et, surtout, certaines s'étaient "mal conduites et cela leur avait fait honte", car, au moment de se séparer, elles s'étaient jetées sur les nombreux gateaux restants pour les emporter chez elles, et "cela ne se fait pas".

Pour éviter que cela ne se reproduise à l'avenir, une stratégie a été mise au point, mais cela nous a permis à toutes -animatrices et stagiaires- d'observer que la fin de la fête n'avait pas été pensée. Des animatrices ont fait leur mea culpa : elles avaient eu tendance à trop intervenir, à se substituer aux stagiaires, à freiner ainsi leur prise d'initiative. Mais elles ont reconnu que cette expérience leur avait été bénéfique (réflexion sur l'organisation des cours).

Quant aux stagiaires, cela en a amené certaines à réfléchir à leur participation dans la vie de l'école (pourquoi je ne vais pas aux réunions?) et même à se proposer pour tenir un stand à la fête de l'école maternelle et à s'engager dans la préparation de la fête du quartier. Dans le cours d'alpha lui-même, leur demande s'est limitée jusqu'à présent à l'organisation de sorties ou d'autres fêtes, mais peut-être cela ira-t-il plus loin un jour !

Gisèle



INDICATEURS D'EVALUATION

	Prévision	Réalisation
*Nombre de femmes qui participeront à la préparation	18	20
*Nombre de femmes qui parleront	50%	Toutes
*Nombre de femmes qui penseront à organiser la discussion	0	4
*Penseront-elles aux délais ?	Oui	Oui
*Combien ?	2	4
*Penseront-elles à se distribuer les tâches ?	Non	Oui
*Penseront-elles à la décoration ?	Oui	Oui
*Combien ?	4	10
*Combien la prendront en charge ?	5	10
*Penseront-elles à l'animation ?	Oui	Oui
*Combien ?	5	5
*Combien de propositions ?		3
*Combien prendront en charge l'animation pendant la fête ?	5	15
*Penseront-elles au goûter ?	Oui	Oui
*Combien ?	Toutes	Toutes
*Penseront-elles à diversifier les gateaux ?	5	15
*Combien prendront en charge le goûter ?	Toutes	Toutes
*Penseront-elles à inviter ?	Oui	Oui
*Penseront-elles à inviter les femmes du cours absentes ?	Toutes	Toutes
*Penseront-elles à inviter les femmes des autres activités ?	0	4
*Penseront-elles à inviter les anciennes ?	10	5
*Penseront-elles à inviter les amies du quartier ?	Toutes	Toutes

*Penseront-elles à faire les invitations elles-mêmes ?	Oui	Oui
*... à les faire oralement ?	Toutes	Toutes
*... à les faire par écrit ?	4/5	2
*Penseront-elles à téléphoner ?	Toutes	3
*Penseront-elles à la distribution dans les boites ?	4	0
*... à la distribution par la poste ?	4	2
*Combien prendront en charge la diffusion ?	4/5	1
*Combien participeront à l'élaboration du contenu de l'invitation ?	Toutes	10
*Combien participeront à la rédaction ?	Niveau 2-3	Niveau 3

RAMADHAN



كُنَيْتُكُمْ بِرَبِّكُمْ

Le mur murmurant soudain s'est fait Stentor

Emphatique ou concis. Poussant l'analyse hasardeuse ou simplement gagné par l'euphorie. On aura tout dit ou presque.

Mais émotion surtout

Les allemands de l'Est. Auparavant ce vocable exprimait en lui une entité : un peuple résidant dans un pays où il ne fait pas vraiment bon vivre. Maintenant ce n'est plus les allemands de l'Est, c'est un Allemand de l'Est multiplié par une multitude d'individus. De victime de l'absurde il est devenu, ils sont devenus Citoyens. Cet individu était des centaines de milliers dans la rue contre un pouvoir qui semblait si bien carré dans sa logique implacable. Un pouvoir construit sur la victoire sur le nazisme, en perpétuel état de siège.

On dit souvent que l'histoire bégaie. Ici on a plutôt affaire à un de ces films du début du cinéma avec ces personnages au rythme trépidant, saccadé. Pas de pause pour souffler. Il y a quelques semaines apparaissaient les premières contestations et déjà le pouvoir s'écroule. Le monteur a dû être pris de folie.

Désormais, nous "citoyens" de nos démocraties occidentales pourrions les jalouser. Rare moment de l'histoire, ce qui se passe ressemble en cet instant à un essai de démocratie directe : un responsable politique devant une gigantesque manifestation, et d'expliquer où en sont les réformes (doux euphémisme !) et les Allemands de répondre "trop mou, retournez à vos copies".

Maintenant imaginez : Rocard entre Bastille et République proposant telle augmentation aux grévistes des impôts. Absurde n'est-ce pas ! Dommage, il y a peut-être quelque chose à fouiller...



Eric